Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

e - N° 191 - Vendredi 11 juin 1993 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F



¡VIVA FELIPE !

coll. fondation Jean-Jaurès

Votre courrier

PRESTIDIGITATEUR

Edouard Balladur serait-il (est-il) un prestidigitateur novice et impuissant, voire imprudent et incompétent ?
Beaucoup de Français crédules avaient pensé que, de son chapeau fétiche, le grand sorcier allait faire sortir les blanches colombes de la solidarité. Certains autres espéraient voir sortir du gibus mystérieux de petites souris blanches, si propres, si jolies que les enfants auraient envie de les caresser et même de les embrasser.
Mais, du bonnet, ne sont sortis que des chauves-souris de l'espèce des vampires qui s'enrichissent du travail d'autrui ! Ou encore des gros rats, noirs et sales, rongeurs toujours affamés. Jamais rassasiés... Des rats qui trouvent votre pain encore trop dur, Edouard Balladur, et qui vous chicotent, à vous, leur mage, davantage de fromage. Un jour prochain, ils mangeront le papier même de vos discours.
Bien vite, l'horrible ratraille qui suit la flûte enchantée du magicien va apporter la peste et le choléra. Et nous risquons de périr dans cette épidémie.
Hélas, le fléau va s'étendre et, penaud, le mage Edouard, avec ou sans gri-gri, ne pourra, très bientôt, étouffer tous les cris...

MARC TARIS
(40) Morcenx.

PROMESSES

Ils avaient dit : nous diminuerons les impôts, taxes et prélèvements, et ils vont augmenter la pression fiscale.
Ils avaient dit : nous sommes opposés à la CSG, et ils en augmentent le taux (sans diminuer les cotisations sociales) tout en réduisant la progressivité de l'impôt sur le revenu par la déductibilité du revenu imposable.
Ils avaient dit : il faut augmenter le salaire direct des ménages en supprimant les cotisations d'allocations familiales versées par les employeurs, et ces cotisations vont être prises en charge par le budget sans que les salaires progressent.
Ils avaient dit : nous maintiendrons le pouvoir d'achat des ménages et ils gèlent les salaires des fonctionnaires, limitent ceux des agents du secteur nationalisé et facilitent une baisse des salaires des employés menacés de licenciement.
Ils avaient dit : il faut mener une action forte pour l'emploi, et ils laissent, pour l'essentiel (hormis le secteur du bâtiment), le marché se rétablir de lui-même, au prix d'une purge sur les effectifs allant jusqu'à des licenciements préventifs.
Ils avaient dit : le niveau du chômage est intolérable, et ils se contentent, d'une part, d'une politique d'incantations auprès des employeurs sans qu'aucune obligation de résultat ni contrepartie ne leur soit imposée et, d'autre part, de réprimandes à l'égard de certains patrons de choc (SKF, Iveco) qui doivent se sentir libérés par la venue au pouvoir d'une droite libérale, comme des policiers ont pu le considérer dans leur domaine.
Ils avaient dit : nous diminuerons le déficit public avec le produit des privatisations, et ils lancent un emprunt de 40 milliards, ce qui va accroître l'endettement.
Ils avaient dit : nous ne financerons pas des dépenses de fonctionnement avec la vente de l'actif de la collectivité, et ils prévoient de le faire, partiellement, avec le programme des privatisations.
Ils avaient dit : nous ne toucherons pas aux acquis sociaux, et ils mettent en cause, indirectement, l'âge de la retraite en voulant augmenter le nombre d'années de cotisations, ou directement le montant des pensions en faisant passer de dix à vingt-cinq le nombre d'années de référence.
Ils avaient dit : nous appliquerons le veto de la France pour la négociation du GATT afin de défendre les agriculteurs français (refusant ainsi d'approuver la déclaration du gouvernement de Pierre Bérégovoy), et ils n'évoquent même pas ce moyen de dissuasion dans un volumineux mémorandum ou élargissent la préoccupation du gouvernement à l'industrie et aux services pour ne plus avoir à focaliser sur l'agriculture.
Ils avaient dit, et ils se sont contredits. Ils mènent une politique à courte vue, changeant de plan entre le 10 et le 25 mai 1993, mais toujours une politique clientéliste.

ANDRE SILLAM
(77) Noisiel.

CHANGER

J'entends beaucoup de nos camarades dire : "Changeons tous ceux qui nous dirigent." Ce n'est pas les têtes qu'il faut faire tomber, mais tous ces courants, qui, s'ils ont été dans les années 70 enrichissants sur le plan des idées pour notre Parti, ne représentent plus aujourd'hui que des machines de guerre bien souvent à la solde de carriéristes qui font passer leurs ambitions personnelles avant celles du Parti socialiste.
Les socialistes de la base n'accepteront plus un nouveau congrès de Rennes. Que nos chères têtes pensantes s'en souviennent lors des 2, 3 et 4 juillet 1993, s'ils ne veulent pas, lors des prochaines échéances électorales, coller leurs affiches ou distribuer leurs tracts eux-mêmes.
Je ne peux tout de même pas m'empêcher de penser que tout ce qui s'est passé depuis le 3 avril 1993 aurait pu être évité si la direction de l'époque avait donné sa démission et provoqué un congrès. Laisser pourrir une situation n'est pas souvent la bonne solution. Pour autant, je n'ai pas accepté ce qui s'est passé ce samedi-là ! Fabius ne méritait pas cela.

DANIEL GONS
(76) Canteleu.

SANG NEUF

Edouard Balladur a-t-il oublié que c'est lui, et tous ceux qui l'ont précédé dans des gouvernements de droite, qui sont la cause réelle du mauvais état de la France ? A l'heure actuelle, le Français moyen est tout juste bon à se taire, à voter et à payer, même s'il n'est pas d'accord, son avis importe peu, d'ailleurs. Et l'on y va gaiement, on privatise vingt et une entreprises, on lance un emprunt, on réduit pour 1994 les effectifs des fonctionnaires sans les augmenter pour autant, l'armée aussi fait les frais et tout cela va entraîner, à long terme, des fermetures d'entreprises, de petits commerces, d'écoles et de classes. Et c'est comme cela que la droite compte redresser la France ! Car, même en refoulant des immigrés, cela change-t-il quelque chose à toutes nos difficultés ? Je le dis et le redis, les responsables sont ceux qui jouent avec les milliards : les banques, le patronat. Le blocage vient de chez eux et non des Français ni des immigrés, car, là aussi, la droite a oublié qu'elle a eu besoin de main-d'œuvre étrangère après guerre. Maintenant, elle vient critiquer les réalités. Et que font aussi nos syndicats ? Au lieu de s'unir sur les nombreux points du social... non, c'est chacun pour soi et, petit à petit, les Français se découragent, car il n'y a personne pour donner un coup à gauche et rassembler toutes les forces capables de faire avancer le pays dans le social et dans l'unité générale.
C'est le temps de la reconstruction, de l'union de toutes les forces de gauche, dans un équilibre accepté par tous.
Je m'adresse à ceux qui dirigent les instances du Parti socialiste, tous sans exception, et je leur dis : "Quand donc comprendrez-vous qu'il est nécessaire de mettre du sang neuf, des idées nouvelles, des projets nouveaux ?" Il n'y a que ce moyen pour nous sortir de notre crise interne et donner aux Français l'image d'un Parti qui a compris la leçon et qui ne fera pas deux fois la même erreur.

MICHEL DUVIGNAU
(33) Mérignac.

FRATERNITE

Soyons lucides, nous n'avons pas "transformé" mais "accompagné" les formidables mutations de la société des années 80.
Accompagner, ce n'est pas le rôle que l'histoire nous a dévolu. La gauche n'aura d'avenir que si elle sait décoder la souffrance, la solitude des citoyens d'aujourd'hui. Décoder avec les mots, les concepts, les gens, les rites acteurs du moment.
Ces Etats généraux ne seront qu'un passage fugace qui permettra d'exorciser nos troubles et de secouer nos notables poussiéreux. Au-delà, il faudra continuer, et gageons que si nous donnons l'assurance d'une vieille fraternité retrouvée, nous n'aurons aucun mal à souder des liens solides avec toute la jeunesse de notre pays.
Tout d'abord, la jeunesse que confère l'âge qui fait cruellement défaut dans nos rangs, mais aussi la jeunesse de l'esprit, celle qui nous fait acteur de notre propre vie.

J.-J. BARTHELEMY
(79) Niort.

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Jack Queyranne
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Thierry Mandon, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
G. Piko / Sipa (couv. et p. 19) ; Sam Dublin / Sipa-press (pp. 20 et 21) ; D.R. (p. 22) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 141.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE INTERIEURE

4 • Le gouvernement et ses cafouillages : les masques tombent
• Balladur et les patrons : la droite lâchée par les siens
5 Michel Rocard
6 La vocation de la France
7 Requiem pour un procès
8 La vie du Parti : rigueur, réalisme et anticipation

9 à 15 ETATS GENERAUX

De la discussion jaillit la lumière

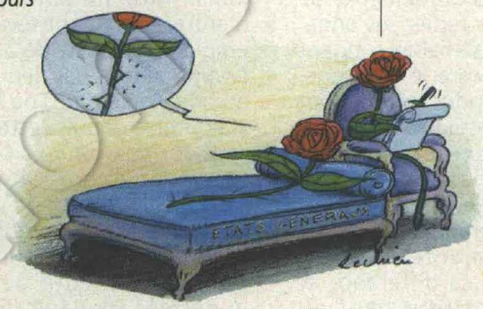
9 Bilan de la gauche au pouvoir, ombres et lumières
12 Marc Blondel : refuser la politique de consensus
13 Dans l'Hérault, socialistes toujours
14 • A Yvetot, pour une nouvelle politique économique
• René Boué : après les élections, la lutte continue !
15 Geneviève Jacques : le droit des chômeurs à avoir des droits



▲ *Le logement social (pp. 16 à 18).*

▼ *Felipe Gonzalez. (p. 19).*





POLITIQUE SOCIALE

16 Le logement social, facteur d'intégration
17 Roger Quilliot : "Il manque 200.000 logements"
18 Ces souffrances que cachent les murs

POLITIQUE INTERNATIONALE

19 Législatives espagnoles : Felipe Gonzalez monte au filet et gagne
20 Jusqu'où laissera-t-on les Serbes aller trop loin ?
21 Signature de l'accord sur les oléagineux : le gouvernement n'hésite pas à se renier

CULTURE

22 • Post-scriptum
• Cinéma : "L'Odeur de la papaye verte"

INVITE

23 Jacques Robin

Claude Estier

4 au 6 juin

Trois jours à Alger pour tenter de comprendre où en est le pays un an et demi après l'interruption du processus électoral et la mise en place d'institutions provisoires dont le mandat doit s'achever en principe à la fin de cette année. Je dirai tout de suite que de longs entretiens avec les plus hautes autorités actuelles et avec les dirigeants des principaux partis politiques ne m'ont pas permis d'avoir une idée claire de ce qui peut se passer dans les six prochains mois sauf à constater que les données présentes ne conduisent pas à un optimisme excessif.

L'annulation du second tour des élections qui auraient permis au Front islamiste de s'emparer du pouvoir se justifiait à condition que le sursis ainsi obtenu fût mis à profit pour modifier la donne. Si l'on admet que le succès du FIS était dû davantage à un rejet du pouvoir FLN -discrédité à la fois par sa corruption et par son incapacité de répondre à la crise économique et sociale- qu'à une adhésion réelle à des thèses intégristes qui n'ont que peu de place dans la culture algérienne, c'est bien à cette crise qu'il fallait s'attaquer de toute urgence. Tiré de son long exil au Maroc après la démission forcée du président Chadli, Mohammed Boudiaf s'était résolument attelé à cette tâche en y engageant son prestige de chef historique demeuré hors des intrigues. Les institutions provisoires mises en place sous son autorité, le Haut Comité d'Etat qu'il présidait et le conseil consultatif de soixante membres créé fin avril 1992, donnaient à beaucoup le sentiment d'un début de changement. Mais, deux mois plus tard, Boudiaf était assassiné (dans des conditions jamais éclaircies) et, du coup, le schéma envisagé perdait beaucoup de sa force.

Certes, les cinq membres du HCE ont ouvert le dialogue national qui était prévu et qui devrait se conclure début juillet par une conférence nationale, prélude à un référendum sur l'organisation d'une période de transition qui pourrait être de trois à cinq ans. Mais, dans le climat actuel de l'Algérie, ce calendrier paraît un peu surréaliste. D'abord parce que l'engrenage du terrorisme et de la répression développe de jour en jour une tension croissante, au moins dans les villes. Alger n'est pas à feu et à sang. La circulation y est toujours aussi dense et la foule aussi nombreuse dans les rues. Mais le couvre-feu reste en vigueur et s'étend même à des zones nouvelles. Et les attentats se multiplient, le dernier en date, qui a tué l'écrivain Tahar Djaout, ayant provoqué une forte émotion dans la population.

En second lieu, les partis politiques ne se sentent guère engagés par ce dialogue. Le FFS d'Aït Ahmed y est franchement hostile, le RCD de Saïd Sadi sceptique, et le FLN, qui y participe, n'y voit d'aboutissement que s'il englobe tout le monde, c'est-à-dire aussi bien les communistes que les islamistes qui ont voté pour le FIS, ce qui n'est pas dans les intentions des membres du HCE. Parmi ceux-ci, aussi bien Redha Malek, devenu ministre des Affaires étrangères, que l'avocat Ali Haroun, ancien patron de la fédération de France du FLN, ne cachent pas la difficulté de l'entreprise ni le caractère aléatoire d'un nouveau scrutin. J'ai retenu du second cette phrase qui en dit long : "Nous avons joué deux fois à la roulette russe. On ne peut pas le faire une troisième fois car la balle risque de sortir." Il me paraît en tout cas évident que la population algérienne attend aujourd'hui des choses bien plus concrètes qu'un subtil débat institutionnel. J'y reviendrai.

7 juin

Tant pis pour ceux qui nous annonçaient il y a quarante-huit heures encore que les Espagnols ne voulaient plus des socialistes : le PSOE a devancé largement la droite, confirmant la prévision dont je me faisais l'écho ici même la semaine dernière. Obtenir encore près de 40% des voix après dix ans de pouvoir est un exploit peu banal. Bravo Felipe !

LE GOUVERNEMENT ET SES CAFOUILLAGES

les masques tombent peu à peu

Ils nous mentent, ils vous mentent. Etrange gouvernement que celui d'Edouard Balladur ! Plus qu'aucun autre, il fut annoncé, anticipé même. Mais fut-il vraiment préparé ? La question se pose face aux cafouillages et aux mensonges des premières semaines.

Jamais premier ministre ne fut à ce point reconnu et couronné avant sa nomination. Mais, pour autant, prit-il ses marques et ses précautions avant de dessiner sa politique ? On peut en douter en voyant, deux mois après son entrée à Matignon, le chef du gouvernement dérouté par des difficultés économiques pourtant prévisibles, mis en demeure de modifier ses plans et de renier ses engagements. Le voilà, cette semaine, sonnant enfin la mobilisation contre le chômage, convoquer le patronat pour le tancer et réunir, toutes affaires cessantes, les hauts fonctionnaires (lire ci-contre) alors qu'il joue la régression sociale après avoir oublié ses promesses sur le salaire redistribué et les non-augmentations d'impôt.

Déjà, du côté de la majorité du Parlement, on fait entendre sa différence et ses exigences, doutant tout haut du bien-fondé de la politique de son gouvernement. Ses stratèges répliquent doctement "que, perçu comme indépendant des partis, il sait aussi se détacher des groupes de pression économiques."

Indépendant des partis ? Voire. Avec une bonne année d'avance sur l'échéance, deux de ses ministres, de position d'ailleurs opposée sur l'Europe, viennent de proposer que la liste unique de la majorité, en juin 1994, soit menée par Balladur pour les élections européennes. On ne saurait résister à l'affectueuse pression de ses amis, mais quel cadeau empoisonné ! N'oublions pas que les responsables des grands partis de la majorité siègent en personne au conseil des ministres, chose que la gauche a toujours refusé et que le général de Gaulle avait banni. Mais, surtout, les promesses faites pendant la campagne ne correspondent plus aux politiques d'aujourd'hui, ce qui donne à tous l'impression qu'ils ont menti. Impression qui se vérifie tous les jours. Ainsi, les patrons et responsables d'entreprise jugent sévèrement ses plans-emploi, prévoient déjà que le "Balladur-boom" n'aura pas lieu et semblent rêver au bon vieux temps de l'inflation.

S'ajoutent, depuis cette semaine, les paysans furieux de voir ceux qui condamnaient les accords internationaux il y a trois mois accepter de signer celui sur les oléagineux à Luxembourg. Le premier ministre enregistre une baisse de huit points de sa cote de confiance dans le dernier sondage CSA-"Le Parisien". Elle atteint quatorze points en six semaines. Beaucoup, pour le récent chou-chou des sondages... Ces premières chutes s'enregistrent surtout à gauche, chez les écologistes et dans les catégories populaires, malgré les efforts de Pasqua pour stigmatiser les étrangers et les désigner comme boucs émissaires de l'insécurité et du chômage.

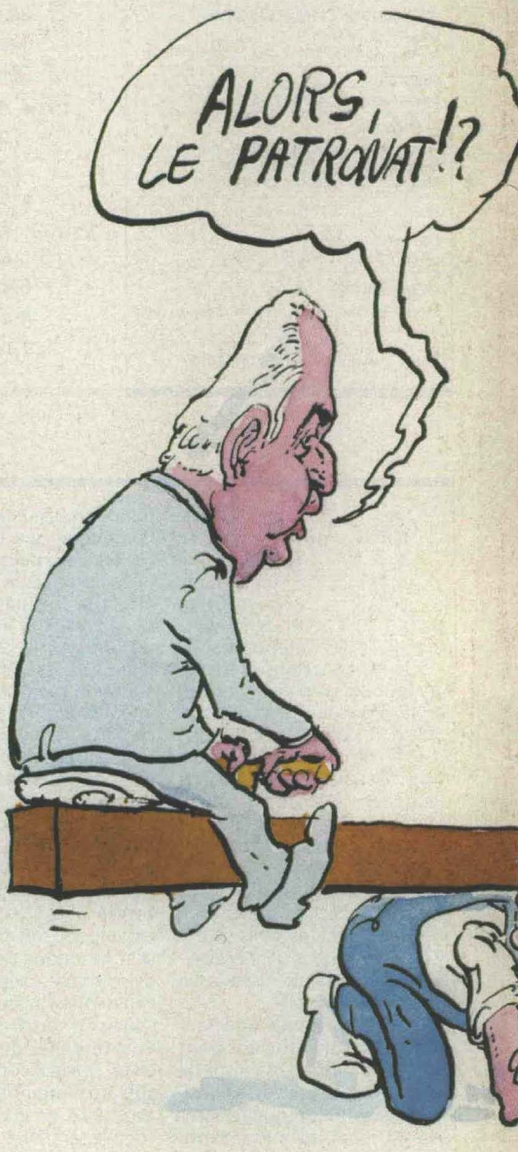
Décidément, ce gouvernement apparaît en pleine impréparation, renie en deux mois, une à une, ses promesses. Peu à peu, les masques tombent. A l'opposition de prendre ses responsabilités.

L.C.-S.

BALLADUR ET LES PATRONS

la droite lâchée par les siens

Certains attendent Godot, d'autres la reprise. Edouard Balladur, lui, attendait les patrons. Il peut toujours attendre : les patrons ne sont pas au rendez-vous. Ils ne sont nulle part, d'ailleurs : ni au rendez-vous fixé par la droite pour l'emploi, ni à celui fixé par les chômeurs en raison de l'effondrement de l'UNEDIC.



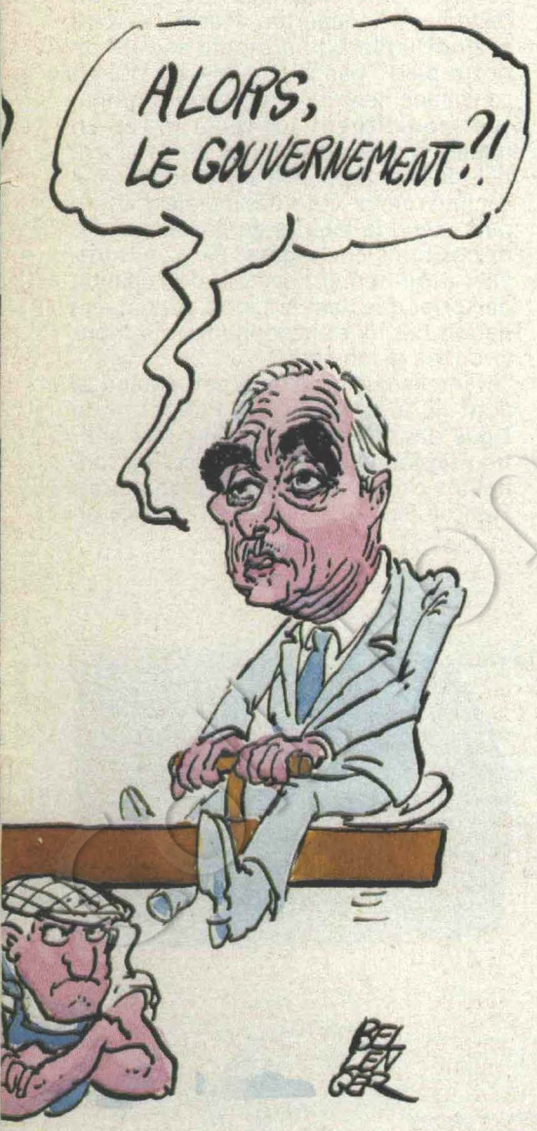
LA DROITE A TROMPE LES AGRICULTEURS

La droite, dans l'opposition, avait fait vigoureusement campagne contre la nouvelle PAC. Au pouvoir, elle l'accepte, au prix de deux mesures qui redonnent un avantage injustifié aux régions de grandes cultures : un simple relèvement de la prime à la jachère et la possibilité d'utiliser la betterave dans la production d'éthanol. Hier le veto était, pour elle, la seule arme face au compromis de Washington. Aujourd'hui, en acceptant l'accord oléagineux sans réelles contreparties et sans avoir négocié les conditions d'application pour la France, elle franchit un grand pas dans le sens de la capitulation face aux USA. Jacques Chirac, en 1986, nous avait déjà habitués à ce décalage entre le discours et la pratique gouvernementale. Contrairement aux engagements électoraux de sa majorité en direction des agriculteurs, non seulement il n'avait pas, heureusement, mis en cause l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté, mais il avait également plié devant les Américains qui entendaient, au mépris de la préférence communautaire, continuer d'approvisionner en maïs ces deux pays. Le Parti socialiste maintient sa position : l'accord du GATT ne sera acceptable que s'il est compatible avec la nouvelle PAC. Dans ces conditions, la signature séparée de l'accord oléagineux constitue une faute qui affaiblit la position française et la défense des intérêts agricoles du pays. La droite a trompé les agriculteurs.

(Communiqué du bureau exécutif du 9 juin 1993)

Le gouvernement s'impatiente, le gouvernement ne comprend pas, le gouvernement commence à angoisser. Le CNPF reste sourd à ses appels à la mobilisation en faveur de l'emploi et refuse de s'engager sur des objectifs précis. Il estime qu'il "n'a pas le droit de demander aux chefs d'entreprise de geler les licenciements." Mais, c'est juré, le CNPF "fera le maximum pour maintenir l'emploi." On a les maximums qu'on peut, ou qu'on veut. Pour le CNPF, ce sont de grandes réunions et de grands meetings pour "une mobilisation totale".

Jamais les patrons n'ont bénéficié de telles largesses, sans contrepartie aucune. Qu'importe, ils font la fine bouche. Avec cinquante milliards, t'as plus rien ! Les patrons se moquent ouvertement du gouvernement. Et ils se défilent de leurs responsabilités à un moment où le chômage frôle des records historiques en France et va atteindre, selon l'OCDE, le chiffre de 36 millions de personnes pour les vingt-quatre pays les plus industrialisés en 1994.



Les chômeurs apprécieront. A vrai dire, ils ne s'étaient jamais bercés d'illusions sur ce point. Ils attendent plus prosaïquement que les patrons fassent leur devoir pour sauver l'assurance-chômage. Mais le CNPF n'a accepté, mercredi, de s'asseoir à nouveau à la table de négociation sur l'UNEDIC que contraint et forcé : s'il ne fait pas semblant de s'intéresser à la question, le gouvernement sera contraint d'augmenter par décret les cotisations, aussi bien des salariés que des employeurs.

Mais le premier ministre, lui, se faisait encore des illusions. Lundi, il a dû se rendre à l'évidence. Dès le lendemain, il en tirait les conséquences en faisant proposer au Sénat par le ministre du Budget une prime "importante" aux entreprises qui embaucheront "définitivement" un CES (contrat emploi-solidarité). Manifestement, le gouvernement est aux abois. Il en arrive même à adopter, en les renforçant, des mesures qu'il a combattues lorsque la gauche était au pouvoir et qu'il avait voulu sabrer dans la première mouture du collectif budgétaire. A ce degré de volte-face, il peut toujours essayer de mobiliser les conseils régionaux mardi, les conseils généraux jeudi, en attendant de lancer les préfets dans la bataille. C'est tout son plan qui tombe à l'eau. Et il ne pouvait que tomber à l'eau. Pour des raisons de circonstances et pour des raisons de fond.

Edouard Balladur est resté prisonnier d'une vision archaïque de la société, le temps où les maîtres de forges faisaient et défaisaient les gouvernements et où il suffisait que le président du conseil soit assuré de leur soutien pour que les choses se fassent. On glose, aujourd'hui, sur le manque de représentativité des syndicats, mais le CNPF a le même type de difficulté. Son président n'est que le porte-parole des patrons, il n'a aucun pouvoir sur eux : les fédérations patronales, toutes puissantes et autonomes dans leur secteur, n'ont pas d'ordre à recevoir de lui. Bien des "patrons des patrons" ont passé outre, mais François Périgot n'est pas de cette trempe-là, surtout à un moment où tout le monde prépare en sous-main sa succession, et où les patrons sont eux-mêmes divisés sur la manière de surmonter la crise.

Au-delà de la querelle qui, en d'autres circonstances, prêterait à rire -un divorce entre la droite au pouvoir et le patronat, on aura tout vu !- reste la question de fond qui, elle, est sérieuse. François Périgot l'aborde en faisant observer que "beaucoup dépendra de l'évolution de la conjoncture internationale et du retour de la confiance, notamment chez les consommateurs." On peut ironiser en faisant remarquer que, pour le CNPF, c'est aux consommateurs d'avoir confiance, et non aux patrons. Ceux-ci pourraient rendre confiance à ceux-là en leur permettant de consommer davantage grâce aux augmentations des salaires directs rendues possibles par le transfert des charges familiales sur le budget de l'Etat. La consommation ne

Chapeau, Felipe !

Il y a certains soirs d'élection où l'on est particulièrement fier et heureux d'être socialiste. Dimanche soir, 6 juin, avec la belle victoire de Felipe Gonzalez et du PSOE, ce fut particulièrement vrai. Et, après tout, pourquoi ne dirions-nous pas haut et fort notre joie devant ce résultat, d'autant que nous, Français, mais aussi, sûrement, l'ensemble des formations sociales-démocrates d'Europe, aurions avantage à en tirer quelques enseignements.

Tout d'abord, il faut bien le dire, nos amis et camarades espagnols viennent de nous démontrer, une fois de plus, qu'en politique, aucun combat n'est perdu d'avance. Et pourtant, que ne lisait-on pas sur l'usure du pouvoir, sur les échecs répétés du gouvernement, sur l'archaïsme du PSOE, sur les "affaires", là aussi ? Rien ne semblait pouvoir contrarier l'irrésistible retour de la droite espagnole aux affaires. Rien, sauf l'exemplaire campagne de proximité, de mobilisation que le PSOE a su mener autour de Felipe, comme chacun le nomme. Annoncés battus, nos camarades ont relevé la tête. Ils ont voulu gagner ces élections. Ils ont gagné ces élections pour la quatrième fois consécutive depuis 1982, excusez du peu !

Cette victoire ne me semble pas être uniquement le fruit d'une magnifique campagne de quelques semaines. C'est sans doute aussi la conséquence du style et de la politique des gouvernements socialistes espagnols successifs depuis plus de dix ans.

-Politique continue de modernisation, de démocratisation de la société issue du franquisme, politique courageuse dont les Espagnols ont vu les résultats au jour le jour mais aussi les difficultés et les limites.

-Style gouvernemental marqué par un rapport direct maintenu avec les citoyens, contre vents et marées.

Il y a sûrement à méditer sur cette évidente maturité des citoyens espagnols qui, frappés durement par la crise, ont su comprendre les vrais enjeux et adhérer aux perspectives d'avenir que leur proposait le premier ministre. Méditons aussi sur la capacité des gouvernements dirigés par Felipe Gonzalez depuis dix ans à maintenir leur légitimité de gouvernements de gauche.

L'histoire de nos deux partis est différente, nos institutions ne sont pas les mêmes. Reste que leur exemple est là pour nous encourager dans la voie de l'audace et du panache. Merci pour cela, Felipe, et chapeau !

M. Rocard

s'en porterait pas plus mal, grâce à l'injection d'un pouvoir d'achat supplémentaire qui contrebalancerait la ponction due à la hausse de la CSG et des taxes.
L'UIMM, la principale fédération patronale métallurgique, n'hésite pas, elle, à parler crûment : "Le gouvernement n'a pas bien perçu la hiérarchie des urgences dans son appréciation des difficultés. Le plan de redressement financier du gouvernement, aussi pertinent soit-il, souffre de l'absence d'une vision globale et approfondie des perspectives industrielles." Nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises : le gouvernement s'est effectivement trompé dans la hiérarchie des urgences. Il a trompé les Français en leur faisant, lors de la campagne électorale, des promesses démagogiques et en faisant une politique différente une fois arrivé au pouvoir.
Maintenant qu'il a engagé la France sur de mauvais rails, que risque-t-il de se passer ? Le pire pour les chômeurs, actuels et à venir, et pour la France. Le RPR a donné jusqu'en septembre à Edouard Balladur pour faire la preuve de la validité de sa politique. Cette preuve, il ne l'aura pas. Même si le RPR essaie de feindre alors de ne pas s'en apercevoir, les antiMaastricht se chargeront de lui ouvrir les yeux. L'UIMM met, déjà, les points sur les i, en appelant de ses vœux une remise en ordre du système monétaire européen qu'interdit jusqu'à présent, selon elle, "l'attachement à la parité franc-mark". Reconnaissons à Edouard Balladur le courage de continuer à affirmer que "tant qu'il sera là (à la tête du gouvernement), il n'a aucune intention de dévaluer le franc, ni de favoriser une reprise de l'inflation." Mais le pourra-t-il longtemps, contre ses propres troupes ?
La rentrée risque d'être explosive. La rentrée sociale, certes, mais aussi la rentrée économique et, surtout, la rentrée politique.

Monique Grima

la vocation de la France

Les mesures de Pasqua s'allongent et sa philosophie s'affirme à l'encontre de ce qui fait la France. La manifestation du 19 juin doit le rappeler par sa force et son nombre.

Charles Pasqua n'a pas d'état d'âme. Invité d'Anne Sinclair, il a balayé d'un revers de main les critiques des adversaires de ses projets sur l'immigration. Mais il ne suffit pas de les qualifier toutes les trois phrases de grotesque pour les priver de contenu. L'émission ayant lieu quelques jours après l'interview que Charles Pasqua avait accordée au "Monde", dans laquelle il tirait la philosophie de ses mesures sécuritaires, le ministre de l'Intérieur ne pouvait manquer d'y revenir. Le fait qu'il ait cherché à atténuer la teneur de certains de ses propos -l'objectif de "l'immigration zéro" ne concerne plus désormais que l'immigration clandestine- ne change pas, sur le fond, le grand tournant pris. "La France ne veut plus être un pays d'immigration" est un titre du "Monde", a dit Charles Pasqua. Mais le ministre de l'Intérieur ne nie pas l'avoir prononcé. Sa réponse à la question des journalistes du "Monde", "La spécificité de la France en Europe, c'est d'avoir toujours été un pays d'immigration, de brassage des populations, à l'inverse des pays d'émigration que furent nos voisins. N'êtes-vous pas en train de rompre brutalement avec cette tradition qui faisait l'originalité française ?", est sans ambiguïté. "Autant le dire tout net : la France a été un pays d'immigration, elle ne veut plus l'être. Elle n'en a plus les moyens."
Avant son retour au pouvoir, Pasqua se disait partisan des quotas. Sous la houlette du "modéré" Balladur, se serait-il radicalisé ?
Patrick Weil (1) pense que "les propos de Charles Pasqua correspondent à un sentiment et un désir diffus de la majorité des Français. Mais cela ne rend pas pour autant l'objectif d'une immigration zéro réalisable. En 1988 avec, déjà, Pasqua à l'Intérieur, il y avait eu, certes, une légère diminution des entrées, sans que la proportion marque un retournement. Il n'y aura pas de diminution très sensible tant que ne s'instaurera pas un rapport différent avec les pays d'origine des migrants. Les projets posent en outre sur certains points une question de respect des droits de l'homme. Laisser une grande marge de manœuvre aux administrations, notamment aux préfectures, c'est risquer d'accroître l'arbitraire : selon le lieu, cela se passera plus ou moins bien, ou plus ou moins mal, pour les immigrés."
Après la réaction des Eglises, la Commission nationale consultative des droits de l'homme a émis, vendredi 4 juin, un "avis défavorable" sur le projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers. Un texte jugé "inopportun, inefficace, voire préjudiciable à l'harmonie sociale de notre pays" par la commission qui en condamne l'esprit : "Les mesures proposées constituent un recul grave en matière de protection des droits essentiels de l'homme." Peu à peu, tout ce qui compte comme autorités morales dans ce pays prend la mesure de la nocivité des dispositions envisagées. Parviendront-elles à surmonter l'apathie de l'opinion démocratique dans le climat de contamination des idées xénophobes que nous vivons en ce moment ?
Les intellectuels, qu'on a peu entendus, vont-ils se réveiller ? A l'appel de la Ligue des droits de l'homme, une pétition signée par de nombreuses personnalités circule. L'un de ses signataires, François Bedarida, a déclaré "qu'il consi-



◆ REQUIEM ◆ POUR UN PROCES

Pour tous ceux, déportés, fils de déportés, historiens ou simples citoyens soucieux de justice, qui souhaitent comprendre l'histoire de leur pays, le procès Bousquet s'annonçait comme le vrai procès du régime de Vichy. Depuis qu'en 1978, "L'Express" avait débusqué l'ancien commissaire aux questions juives, Darquier de Pellepoix, de son sanctuaire espagnol et que celui-ci avait clairement désigné Bousquet comme le principal responsable de la rafle du Vél. d'Hiv., la perception qu'ont de Vichy les principales institutions de la République a, certes, singulièrement évolué. L'Université, malgré ici et là quelques dérapages révisionnistes inadmissibles, a, par le biais de quelques grands livres d'historiens, dit ce qu'il fallait penser de l'odieux régime de Vichy. L'Etat a finalement, après quelques malencontreuses hésitations, solennisé, par une commémoration, sa reconnaissance de la responsabilité de Vichy dans les persécutions juives. Reste la justice qui, après les grands procès de l'épuration, donna l'impression de traîner les pieds jusqu'au scandaleux non-lieu de Touvier, heureusement cassé par la Cour de cassation. Le procès de Paul Touvier, décidé il y a tout juste une semaine, ouvrait la voie à celui de Bousquet dont l'instruction du dossier par la chambre d'accusation de Paris venait de s'achever. Comment justifier l'envoi devant une cour d'assises du chef de la milice de Lyon et ne pas inquiéter le "premier flic de France" sous le gouvernement de Vichy ? L'esprit humain est tellement compliqué qu'il est possible que le déséquilibré qui l'a assassiné ait agi seul, sans aucune manipulation. Mais, si c'est le cas, on ne nous empêchera pas de penser qu'en évitant que René Bousquet ne soit jugé pour crimes contre l'humanité, il n'aura pas, contrairement à ce qu'il pensait, incarné le bien.

B.C.

dérait que cette période de crise rend les propos de Charles Pasqua d'autant plus dangereux. Refuser toute immigration, c'est aussi se priver d'une vitalité dont le pays a besoin. Et c'est en grande partie illusoire : les faits se chargeront de démentir les prétentions du ministre de l'Intérieur."

"Vieille terre d'accueil, la France s'est construite autour d'un grand mouvement migratoire, vaste et profond, et s'est de tout temps enrichie de ses apports extérieurs. Faut-il encore le rappeler, l'immigration est une chance pour la France et pour l'Europe... Si la maîtrise des flux migratoires est une condition préalable à la réussite de toute politique d'intégration, nous ne pouvons accepter qu'en son nom soit mise en cause la sécurité juridique des étrangers vivant légalement sur notre sol", rappelle, dans un communiqué, le Parti socialiste qui appelle ses fédérations à prendre part à la semaine d'action et à la manifestation du 19 juin à Paris et dans toutes les régions, avec les associations et les syndicats, contre ces lois honteuses. Paradoxe : avec la mondialisation des échanges et de l'économie, les solutions à la crise ne peuvent résulter que d'une nouvelle fixation des règles du jeu à l'échelle internationale. Mais la tentation du repli sur soi, qui ne peut qu'aggraver le mal, gagne. Raison de plus pour les forces de gauche de mettre en avant leur vocation internationaliste.

Bernard Chaouat

(1) Auteur de "La France et ses étrangers : l'aventure d'une politique d'immigration 1938-1997", Calmann-Levy.

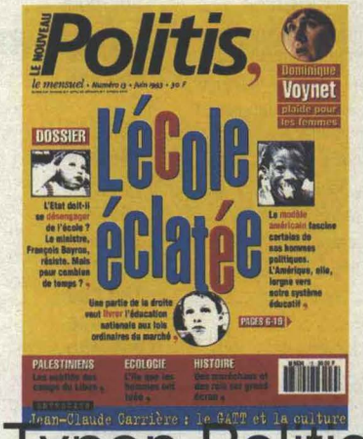
BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ **Le résultat des vingt élections cantonales partielles du 6 juin laissent apparaître un léger progrès de la gauche par rapport à 1992. Ces scrutins ont été marqués par une très forte abstention puisque plus de la moitié des électeurs ont boudé les urnes. Sur les vingt cantons, neuf étaient détenus par le RPR, cinq par le PCF, trois par le PS et trois par l'UDF. Le canton de Montélimar-2, détenu par la droite, pourrait être enlevé par le PS. Le Parti socialiste progresse quelque peu dans le Nord, à Créteil et à Châtillon. "Sur l'ensemble des résultats, les candidats de gauche bénéficient d'une progression de 7,5 points par rapport aux dernières élections législatives dans ces mêmes cantons, estime Alain Richard, responsable des élections au PS. Il serait hâtif de généraliser mais, combinés aux dix résultats cantonaux déjà recueillis en mai, ces chiffres confirment que, non seulement le grave recul de 1992-1993 est enrayé, mais que les socialistes et l'ensemble de la gauche reviennent à un rapport de forces plus équilibré avec la droite."**

■ Retour à l'ancien système ou presque. Le bac nouveau, selon François Bayrou, ressemble beaucoup à celui d'avant la réforme Jospin-Lang. Finies les trois grandes voies générales. Le nouveau ministre les divise et aboutit à onze bacs spécialisés dont certains rappellent étrangement ceux qu'une majorité de parents et d'enseignants souhaitaient voir disparaître. Ainsi, le bac scientifique, spécialisation maths, a plus qu'un air de famille avec l'ancien bac C. Exeunt, en même temps, les modules, séances d'aide et d'approfondissement en petits groupes, qui étaient l'une des grandes avancées de la réforme. Quant à la simplification de l'organisation de l'examen dont Guy Bourgeois, le directeur de cabinet du même François Bayrou, était l'un des hérauts, elle est passée à la trappe en même temps que toute introduction de contrôle en cours de formation. Le bac demeurera un examen terminal, couperet. Enfin, quelle crédibilité accorder à la terminale version Bayrou, dont les multiples options supposent une nette augmentation des postes, quand son premier ministre fait de la baisse des fonctionnaires un de ses chevaux de bataille ?

■ **Au moment où le gouvernement fait comprendre qu'il n'y a pas de moyens supplémentaires à espérer pour l'Education nationale, François Bayrou s'apprête à abroger la loi Falloux (qui limite à 10% le financement par les collectivités locales des investissements immobiliers des établissements privés). Autrement dit, pour financer davantage le privé, les collectivités locales ne pourront que réduire les financements destinés au public. Et cela sans qu'aucune contrepartie n'ait été négociée avec le privé.**

■ La mésaventure qui est arrivée à William Poiteaux jette un certain éclairage sur la municipalité de Courbevoie. Le maire de la ville, Charles Déprez, a licencié cet ancien policier municipal. Mais il faut croire que les motifs de licenciement n'ont pas convaincu le tribunal administratif de Paris, qui a annulé les décisions du maire de mettre fin à son contrat. William Poiteaux affirme, lui, que la vraie raison réside dans son antiracisme proclamé qui l'a conduit à refuser de verbaliser arbitrairement un commerçant tunisien, comme le lui aurait demandé sa supérieure hiérarchique. Une pratique courante dans un service où la xénophobie était de mise, dénonce Poiteaux. D'autres développements judiciaires pourraient apporter davantage de lumière sur cette affaire qui est donc à suivre.



Typon Politis

Le mensuel N° 13 juin 1993

Adoptez la famille !

l'hebdo, le mensuel, la revue

Abonnez-vous à *Politis*,

C'est le moyen le plus efficace de nous aider à tenir la gageure d'une presse engagée et libre !

OFFRE SPÉCIALE 3 MOIS = 250 F

12 fois l'hebdo + trois mensuels + la revue

Nom .....

Adresse .....

Politis, 2b rue Jules Ferry, 93100 Montreuil ☎ 49.88.29.00

Dépenses 1993

Salaires-charges	37.000.000
Bâtiment (entretien)	1.500.000
EDG-GDF-Telecom-affranchissements	2.500.000
Impôts-taxes-assurances-charges	2.300.000
Loyers divers	4.000.000
Fournitures-mobilier	1.000.000
Informatique	1.000.000
"Vendredi" (+"Idées"+"PS Info")	20.000.000
Ed. An 2000 (congrès, matériels divers, salaires)	4.000.000
Communication-propagande	4.000.000
Sondages	500.000
Péréquation	4.000.000
Aides aux fédérations	18.000.000
Subvention FNESR	3.000.000
Subventions associations	4.600.000
Subventions diverses	800.000
Subvention groupe PS / Assemblée nat.	1.500.000
Subvention Condorcet	1.200.000
Secrétaires nationaux	4.000.000
Cotisations nationales et internationales	700.000
Université d'été	350.000
Conventions-CD-réunions diverses	2.000.000
Campagnes électorales	11.000.000
Aides exceptionnelles	10.000.000
Opérations exceptionnelles	500.000
Déplacements nat. et intern. (SN, BE, CD)	5.000.000
Missions-réceptions	300.000
Administration-organisation-chauffeurs-sécurité	100.000
Transports-déménagements	300.000
Presse-documentation-abonnements	200.000
CN conflit	80.000
CN agricole	100.000
CN contrôle financier	50.000
CN entreprises	200.000
CN femmes	50.000
GSE	100.000
Honoraires	3.000.000
Frais financiers	2.000.000
Dépenses exceptionnelles	1.000.000
Réserves campagnes électorales	5.000.000
Fin liquidation	500.000
Désendettement	44.790.000
Etats généraux et congrès constituant	10.000.000
TOTAL	**212.220.000**

Recettes 1993

Cotisations adhérents (120.000 x 145 F)	17.400.000
Cotisations élus (130)	4.620.000
Dotation publique	165.200.000
AFPS	20.000.000
Recettes exceptionnelles	5.000.000
TOTAL	**212.220.000**

LA VIE DU PARTI

RIGUEUR, REALISME ET ANTICIPATION

Le budget 1993 du Parti socialiste vient d'être voté par le bureau exécutif. Il est le plus important de l'histoire de notre Parti, puisqu'il s'équilibre en recettes et en dépenses à 210.220.000 F.

Cependant, derrière cette apparence, une réalité immédiate apparaît : ce budget, optiquement exceptionnel, est en fait un budget d'économies et de préparation d'années prochaines très délicates au plan financier.

• En effet, il prend partiellement en compte la nouvelle donne politique issue des élections législatives de mars dernier, puisqu'une grande partie de nos ressources provient de la dotation publique d'Etat, qui ne sera intégralement calculée sur la base des résultats des législatives qu'en 1994. C'est pourquoi le budget 1993 annonce celui, beaucoup plus modeste, de 1994, qui sera marqué par une philosophie générale de prise de conscience des réalités nouvelles et de modestie, tout en conservant un objectif primordial : permettre aux socialistes de valoriser leur réflexion, leurs débats, pour partir à la reconquête de l'opinion.

RECETTES

• Le doublement en 1993 de la dotation d'Etat n'a profité que partiellement au Parti socialiste. Le recours en Conseil d'Etat, déposé par les écologistes avant les élections législatives, aboutit à une décision qui a amputé de 33 millions de francs la somme sur laquelle nous comptions. Ce sont donc 165 millions de francs que nous devrions recevoir dès que les ministères de l'Intérieur et du Budget auront publié les décrets permettant le versement de la part calculée sur les résultats en voix du premier tour des législatives de 1993.

• En outre, nous enregistrons une très nette diminution du montant des cotisations d'élus. Elle correspond à la baisse du nombre de parlementaires socialistes et à la prise en compte par le Parti des incidences de la fiscalisation des indemnités des élus.

• De 16 millions en 1992, nous descendons à 4,6 millions en 1993. Il faut noter qu'à l'occasion de la préparation de ce budget, un dialogue constructif a eu lieu entre les groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat et le Parti pour définir des règles de fonctionnement cohérentes, prenant en compte les contraintes de chaque structure. Un accord équilibré a permis d'établir les principes suivants :
— maintien d'une cotisation des parlementaires au Parti socialiste ;
— prise en compte par le Parti des difficultés structurelles de fonctionnement des groupes et de la fiscalisation des parlementaires ;
— subvention du Parti socialiste au groupe de l'Assemblée nationale.

• Il faut rappeler que les cotisations perçues auprès des élus sont redistribuées localement dans le cadre de la péréquation aux fédérations qui trouvent là une aide substantielle et très appréciée pour leur fonctionnement.

• Enfin, l'Association nationale de financement du Parti socialiste (AFPS) et les recettes diverses (congrès, boutiques, stands...) complètent le poste recettes.

DEPENSES

• La première priorité de ce budget consiste à résorber le plus possible notre endettement. En effet, depuis quatre ans, le Parti socialiste enregistre une situation de trésorerie en découvert élevé due pour une bonne part aux conséquences financières de la liquidation des bureaux d'études Urba. Ces dettes coûtent cher en agios et pénalisent notre fonctionnement quotidien.

• Le second poste de dépenses est celui du personnel qui anime notre siège, rue de Solferino. A notre masse salariale déjà élevée de 1992 s'ajoute la prise en compte de la récupération sur les effectifs du Parti de camarades jusqu'à présent payés en contrats parlementaires.

• La troisième priorité est "Vendredi". Notre hebdomadaire si apprécié doit être conservé car il est essentiel pour assurer la liaison entre le Parti et ses militants. Une étude rigoureuse est en cours, avec les collaborateurs de "Vendredi", pour adapter le journal tout en maintenant sa qualité rédactionnelle.

• La quatrième ligne budgétaire concerne les fédérations. Elles sont le poumon du Parti et doivent avoir les moyens de fonctionner. Elles ont été les premières touchées par notre défaite de mars. La chute du nombre de parlementaires a, de facto, imposé une réduction proportionnelle du montant de la péréquation. Il était donc capital que le Parti prenne des mesures prioritaires pour atténuer l'effet de cette hémorragie. C'est pourquoi une subvention exceptionnelle de 18 millions de francs a été décidée, qui s'ajoutera aux cotisations d'élus. Ainsi 22 millions de francs seront redistribués aux fédérations d'ici au 31 décembre 1993 à raison d'un minimum de 15.000 F et d'un maximum de 20.000 F par mois. Ainsi, chaque fédération pourra salarier au moins un permanent, condition indispensable au maintien de l'activité politique dans chaque département.

• A ces quatre dispositions essentielles s'ajoutent des dépenses lourdes, déjà effectuées, qui pèsent d'un poids non négligeable sur le budget. Ce sont notamment 11 millions de francs en communication et matériel pour les législatives et 10 millions de francs d'aide financière directe aux candidats non sortants. Enfin, 10 millions de francs ont été prévus pour l'organisation des Etats généraux en juillet et pour le congrès constituant d'octobre prochain.

• Sur l'ensemble des postes financiers qui dépendent directement du siège de la rue de Solferino, une attention particulière sera apportée aux économies nécessaires à réaliser. L'exécution budgétaire doit être rigoureuse. Nous devons nous astreindre à des règles de fonctionnement particulièrement drastiques, qui devront obligatoirement aboutir, dès 1993, à une baisse sensible de notre train de vie collectif, pour déboucher sur des mesures probablement plus radicales en 1994. En effet, nous ressentirons alors le plein effet de la diminution du nombre de parlementaires, avec une chute brutale du montant de la dotation publique. En 1994, le budget du Parti s'installera sur un nouveau rythme de croisière, plus modeste, de l'ordre de 130 MF. Certes, nous serons alors débarrassés de l'essentiel du fardeau de notre dette. Mais la "marche d'escalier", par rapport au budget exceptionnel de 210 MF en 1993, est impressionnante. L'heure n'est plus au laisser-aller. Chacun doit prendre conscience que les difficultés actuelles dureront plusieurs années. Les militants le savent et prennent leur part à cet effort. Aux responsables politiques de donner l'exemple. ■

Dans le cadre de la préparation des Etats généraux de Lyon, nous continuons à publier des contributions de syndicalistes et de responsables d'associations, sans oublier l'activité des fédérations qui s'avère extrêmement constructive. Pour étayer le débat de fond, nous avons demandé à André Laignel, Daniel Percheron et Alain Bergounioux de présenter leur analyse du bilan de la gauche au pouvoir. Une discussion à trois voix, riche et profonde, préliminaire nécessaire au travail de reconstruction et de proposition.



Bilan de la gauche au pouvoir

Ombres et lumières

Le bilan est-il un bloc ?

• *André Laignel.* Je ne sais pas si le bilan peut être considéré comme un bloc, mais, en tout cas, il est perçu dans la continuité par nos concitoyens. On ne peut pas parler du bilan sans parler du virage économique de 1983. Après la réélection de François Mitterrand en 1988, on pourrait dire que le bilan avait été jugé favorablement. Ce serait oublier que, pendant deux années et demie -1986 / 1988- c'est évidemment par rapport au bilan de la droite qu'une grande partie des électeurs se sont prononcés. Donc, il y a forcément une vision globale du bilan qui est la nôtre et on en arrive même parfois à l'injustice que sont englobées dans notre bilan les deux années et demie de la droite.

• *Daniel Percheron.* Je ne sais pas si le bilan est un bloc, ni même s'il est perçu comme tel par l'opinion. En revanche, je pense que le mitterrandisme est un bloc et, qu'effectivement, l'élection de François Mitterrand, puis sa réélection, assurent une continuité indiscutable au gouvernement des socialistes français de 1981 à 1993, en sachant bien que, de 1986 à 1988, il y a eu alternance. Ce bloc du mitterrandisme recouvre deux périodes cependant différentes. La première me semble relativement simple à analyser. En quelque sorte, le bilan de 1981 à 1986, c'est celui du Parti socialiste. Il y a eu le programme commun, l'union de la gauche, le projet socialiste, il y eu les cent dix propositions de François Mitterrand, et, tout au long de ces cinq années, le président de la République, le gouvernement, le Parti, ont exécuté très fidèlement le contrat qui avait été passé en 1981 avec l'opinion publique française. En revanche, peut-être parce que le Parti, au lendemain de 1986, n'a pas, lui, fait son bilan, la réélection de 1988 sur le thème de la France unie ne permet plus aux militants, à partir du congrès de Lille notamment, de suivre pas à pas l'exécution ou la non-exécution de la proposition socialiste. Nous entrons là dans une période d'exercice du pouvoir qui n'est plus commandée, qui n'est plus encadrée, qui n'est plus balisée par les débats, les choix et les volontés du Parti. Cette période entraîne, en effet, pour les militants et peut-être pour l'opinion, une plus grande incertitude quant au bilan.

• *Alain Bergounioux.* Nous avons intérêt à mettre ce bilan dans une perspective globale car il est commandé par un fait majeur : le tournant de 1982/83. Le socialisme français, gouvernemental et partisan, a pris conscience alors des insuffisances des instruments de l'Etat keynesien national. Il a fallu définir, dans la pratique, de nouveaux objectifs. Mais sans avoir

De la discussion jaillit la lumière

Collection Jaurès

de programme préparé, sans être prêts, même intellectuellement, à cerner ces nouveaux objetifs. Nous avons donc été pris dans une contradiction, dans un certain sens classique, mais qui a dominé toute la période qui suit, en réalité de 1983 jusqu'à 1993.

"Le bilan est commandé par un fait majeur : le tournant de 1982-83"

Les socialistes ne pouvaient pas négliger la gestion économique car cela leur aurait été reproché par les mêmes électeurs qui leur ont reproché de ne pas avoir fait assez de socialisme. Mais, si nous avions négligé la politique économique, nous aurions été dans les mêmes difficultés et peut-être un peu plus tôt. Donc, nous avons été pris dans la nécessité d'avoir un équilibre entre la politique économique et la politique sociale. Et tout le reste en découle, notamment les différentes pistes utilisées par les gouvernements successifs.

• *A.L.* Le premier septennat s'est fait à partir de la campagne présidentielle sur les thèmes du Parti socialiste, alors que le second s'est fait sur la base de la lettre à tous les Français, dont j'avais d'ailleurs déclaré moi-même, à l'époque, que ce n'était pas un projet socialiste. C'était un texte de recherche du consensus national qui mettait l'accent sur ce qui pouvait faire la spécificité socialiste. Cela a changé la nature du rapport entre le Parti, le président et le gouvernement. Le Parti n'a peut-être pas su reprendre l'initiative, comme cela aurait été souhaitable. Il n'a pas joué son rôle d'aiguillon, mais, à l'évidence, les gouvernements successifs ont été beaucoup trop prisonniers d'un certain nombre de théories économiques qui nous conduisaient obligatoirement à l'impasse.

• *D.P.* Dans les années 1988/90 deux phénomènes majeurs imprévus se produisent dans le monde : la victoire du capitalisme financier, y compris dans un vieux pays de tradition catholique comme la France, avec toutes les conséquences sur les mentalités, ainsi que la disparition du communisme. A ce moment-là, le Parti n'a pas pu se saisir des enjeux, débattre, et rééquilibrer le poids de la réélection présidentielle et le poids du pouvoir présidentiel. Pourquoi ? Parce que le départ du premier secrétaire, Lionel Jospin, a été vraisemblablement un virage d'une gravité extrême. Il n'est pas exclu que le couple Mitterrand-Jospin ait été, sous la Ve République, le couple le plus performant entre un chef d'Etat et un chef de parti. Il nous a manqué, dès mai-juin 1988 ce relais avec le Parti pour affronter les difficultés.

• *A.B.* A partir de 1983, nous sommes entrés dans un ère d'improvisation face à la nécessité de réagir à des réalités économiques et des réalités sociales nouvelles. Il est très difficile d'improviser de nouveaux objectifs lorsqu'on est en charge de la gestion politique quotidienne. Dans ces conditions, nous n'avons pas eu la possibilité d'engager un vrai débat pour nous ressaisir, comprendre la situation, nous redonner de nouveaux intruments. Donc, les premiers secrétaires successifs ont affronté une difficulté structurelle. Le Parti a été atrophié politiquement et idéologiquement. Et nous en avons payé le prix pendant toutes ces années. Une grande erreur retrospective est de ne pas avoir mis à profit les années 1986-88 pour remettre vraiment à neuf nos idées et nos propositions. Aujourd'hui, dans une situation d'opposition, l'urgence est de tout remettre sur la table mais aussi de réfléchir à ce que doit être la conduite du débat entre un parti et un gouvernement.

• *A.L.* En 1988, nous avons eu tendance à nous enfermer dans la recherche de la qualité gestionnaire au détriment de la volonté réformatrice. Alors, nous nous sommes appliqués comme de bons élèves -je me mets dedans comme les autres- à essayer de répondre aux critères dominants de la gestion d'une société moderne alors que notre rôle était de nous faire reconnaître plutôt par les plus humbles de notre pays qui attendaient de nous davantage un recul des inégalités qu'une gestion parfaite.

Pouvait-on mener une autre politique économique ? Y-a-t-il eu un déficit social ?

• *D.P.* De 1981 à 1986, la France est le pays industrialisé qui est gouverné le plus à gauche. Si on balaie l'éventail des réformes, des nationalisations jusqu'au catalogue social entièrement décliné (retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, etc.), on a là un bilan exemplaire dans le contexte européen et mondial de l'époque. A partir de 1988, comme le dit André, la France est plutôt le bon élève des pays industrialisés. Et elle met un point d'honneur, effectivement, à recevoir l'accord des grandes autorités dites compétentes dans le domaine de l'économie mondiale. Parti et gouvernement gèrent mais ils ne proposent plus, puisque le PS a accepté la réélection de 1988 sur un thème de rassemblement. Nous aurions dû, à l'époque, enchaîner. Qu'est-ce qui nous a empêchés d'ouvrir le débat sur la cogestion ? C'est-à-dire de demander tout simplement que, les contraintes de l'entreprise étant partagées, les bénéfices de l'entreprise et le pouvoir dans l'entreprise soient également partagés ? Autre exemple : la protection sociale. Nous la sauvegardons et nous l'améliorons malgré la dureté de l'époque et nous la concluons par le RMI. Mais, en même temps, nous ne faisons pas réélire les conseils d'administration de la Sécurité sociale.

"Qu'est-ce qui nous a empêché d'ouvrir le débat sur la cogestion ?"

N'était-ce pas le moment de saisir le pays des mécanismes de la solidarité sociale, à partir du débat de la CSG, de proposer éventuellement l'élection d'un parlement social, bref, de faire notre œuvre de pédagogie réformiste pour améliorer, sauvegarder et peut-être encore faire pénétrer plus profondément la protection sociale dans l'esprit des Français ?



• *A.B.* Il ne faut pas s'obnubiler sur la coupure de1988 parce que c'est une coupure politique, après la période de cohabitation. Mais il n'y a pas d'un côté 1981/86 et de l'autre 1988/93. Le fait majeur c'est ce qui s'est passé entre 1982 et 1983. Les grandes réformes du premier septennat sont faites à partir de 1983.
Dès lors, les mots d'ordre, de la fin du gouvernement Pierre Mauroy et du gouvernement de Laurent Fabius, sont la modernisation et la restructuration. A partir de cette époque, tous les gouvernements socialistes se trouvent devant la nécessité de ménager un équilibre entre la gestion économique et, pour parler rapidement, la protection sociale. Aucun ne peut négliger l'un ni l'autre. Et je crois d'ailleurs que, historiquement, on se rendra compte qu'en fait, ce bilan, qui apparaît pour l'instant déprécié, est en réalité un bon bilan, parce que, malgré cet équilibre difficile à maintenir, des droits nouveaux, comme le RMI, ont été donnés. Quand on fait la comparaison des différents bilans des gouvernements socialistes en place dans la période, en Europe, avec celui des gouvernements français successifs, on s'aperçoit que l'équilibre est assez largement en faveur des nôtres. Une autre politique économique réellement alternative n'était pas possible. Lorsque les gouvernements socialistes, même avec l'aide de la politique européenne, ne peuvent pas influer suffisamment sur les taux d'intérêt mondiaux, sur la mobilité du capital dans le marché mondial, ils se trouvent face à un choix. Soit, comme les gouvernements libéraux, comme le gouvernement de droite, aujourd'hui, en réalité, ils laissent filer le chômage, soit ils essaient de lutter contre le chômage et l'arme classique est alors de favoriser l'investissement. Partout en Europe, tous les gouvernements socialistes ont organisé un transfert de revenus du travail vers le capital. C'est cela qui s'est passé. Et comme les taux d'intérêt étaient élevés, il est évident que les placements financiers étaient plus intéressants et, donc, on a eu un creusement des inégalités en faveur des "rentiers". Des inégalités qui ne sont pas d'ailleurs approfondies au centre de la société, mais entre ses extrêmes.
Pour l'ensemble, nous avons maintenu et même amélioré la cohésion sociale. Y avait-il des marges de manœuvre que nous n'avons pas utilisées ? Peut-être. Si nous avons fait une erreur, c'est de penser qu'en 1989, avec l'amélioration de la croissance, la situation pouvait s'assainir peu à peu. Nous aurions dû poser dès ce moment la question de la place du travail et de la réduction du temps de travail.
• *A.L.* A travers les grandes réformes faites au début des années du second septennat (RMI, crédit-formation), on s'est beaucoup plus préoccupés des exclus que de faire reculer les inégalités. Il y a tout un ensemble de réformes de société n'ayant pas forcément d'incidences financières, que nous n'avons pas suffisamment prises en compte. En ce qui concerne la politique économique, nous avons apporté une réponse classique à une situation classique. Nous avons saigné le malade, c'est-à-dire que nous avons fait un plan de récession alors que l'économie était déjà en récession, ou bien nous avons réalisé des transferts du travail sur le capital mais sans jamais avoir véritablement obtenu de contrepartie. Enfin, nous avons sans doute trop considéré que l'emploi était le solde économique et non pas le môle autour duquel l'économie devait s'organiser. Nous avons rétabli les grands équilibres. Mais cela n'a jamais, globalement, véritablement permis le recul du chômage. Nous avons inversé la logique économique qui aurait dû être la nôtre et nous avons épousé celle des autres.



De gauche à droite :
André Laignel,
maire d'Issoudun et membre du BE ;
Daniel Percheron,
premier secrétaire fédéral du Pas-de-Calais
et membre de la direction du PS ;
Alain Bergounioux,
historien, membre du BE.

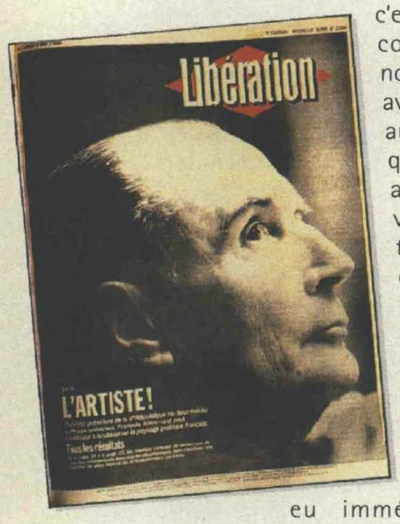
"Le divorce le plus éclatant : entre l'Europe qui se construit et la gauche"

• *D.P.* A partir de 1988, notre catalogue de réformes ayant été décliné et positivement décliné, je pense que le Parti devait mettre au premier plan de son projet le partage des sacrifices : je pense au débat sur les retraites et sur la protection sociale, puisque nous avons assisté à ce spectacle extraordinaire des syndicats descendant dans la rue contre la CSG, alors qu'un retraité aisé paie dix à douze fois moins pour sa protection sociale qu'un smicard défavorisé. Nous n'avons pas réussi à formuler cette exigence fondamentale. La politique économique pouvait-elle être différente ? Je formule autrement la question : fallait-il accrocher totalement la France à l'Allemagne confrontée à la réparation des dégâts du communisme en Allemagne de l'Est ? Au fond de moi, j'ai plutôt tendance à répondre non.
• *A.B.* Le partage est une mission du socialisme, mais il n'est pas la seule. L'un des succès du socialisme en Europe, c'est aussi la mobilité et la promotion sociales. Nous avons beaucoup lutté contre les exclusions, mais, en même temps, nous ne nous sommes pas assez occupés de cette question essentielle qui concerne la grande majorité des classes moyennes salariés, c'est-à-dire l'espoir de promotion sociale. Le PS ne peut pas être que le parti des exclus, il doit être le parti de la grande majorité de la population. Par rapport au deuxième point que soulevait Daniel Percheron, les choix que nous avons faits en ce qui concerne l'Europe, aussi contraignants qu'ils aient été, ont été importants pour l'avenir du socialisme. Si un certain nombre de décisions n'avaient pas été prises par la présidence de la République et par les gouvernements nous aurions, en réalité, gravement travaillé contre l'intérêt et l'avenir de la France et ceux du socialisme français et européen.

Quels sont les divorces les plus graves entre les socialistes et le peuple de gauche ?

• *A.L.* Le plus éclatant, c'est l'Europe. Le référendum de Maastricht a montré l'extraordinaire divorce entre l'Europe

telle qu'elle se construit et les femmes et les hommes de gauche de notre pays. Et si nous ne sommes pas capables de redonner un contenu à l'Europe, alors, nous coulerons avec l'idée européenne. Le deuxième point réside dans les manquements à la morale républicaine. Au-delà des affaires, qui ont souvent été amplifiées, c'est trop souvent le comportement de notables qu'ont pu avoir les uns ou les autres, la distance qui a été prise avec le mode de vie de nos concitoyens, l'incapacité d'écoute qui sont en cause. Quand il y a eu des manquements -ils sont peu nombreux- nous n'avons pas forcément eu immédiatement les réflexes qui convenaient et nous n'avons pas su aussi rapidement qu'il aurait été nécessaire couper quelques racines contaminées. Enfin, le troisième point, là aussi que je considère comme un grave divorce avec notre électorat, c'est que nous n'avons plus donné sa place à la part de rêve. Si nous voulons être en phase avec ceux qui attendent beaucoup de nous, ceux qui pensent qu'il y a encore une autre société à imaginer, nous devons être capables de produire cette part de rêve.



• *D.P.* Notre société catholique, qui n'a jamais avoué son accord profond avec l'argent et avec le profit, s'est véritablement cabrée devant le règne de l'argent. Et, pour le parti au gouvernement, le véritable chemin de croix commençait, puisque, sur cette question simple, le financement parallèle des partis politiques, nous n'avons pas pu ou pas su nous expliquer. Pour les Français, tout s'est mêlé : la dérive d'Angoulême, le financement du Parti, les voitures de fonction. Bref, dans ce règne de l'argent, paradoxalement, les Français ont désigné une seule aristocratie coupable, celle, récente, du gouvernement socialiste. Procès totalement injuste puisque que nous avons le bilan le plus remarquable quant à la transparence de la vie politique, depuis le non-cumul des mandats jusqu'au plafonnement des indemnités en passant par le financement public des partis. Mais ce procès nous a entraînés vers les résultats de mars 1993.

• *A.B.* La part de rêve est essentielle, notamment pour le travail qui nous attend. Si nous avons manqué à ce devoir de rêve, c'est aussi parce que nous n'avions pas tellement de rêves de substitution. Dans les années 80, le programme socialiste traditionnel s'est épuisé. Aujourd'hui, il nous faut nous projeter dans l'avenir dans trois domaines : la compréhension de la société et la redéfinition d'une politique sociale, la construction européenne, une évolution de notre Parti dans sa manière de faire de la politique et de concevoir son organisation.

Comment les socialistes peuvent-ils rebondir à partir de ce bilan ?

• *A.L.* Ces dernières années, le Parti n'a pas su écouter les militants. Les militants devront donc prendre la parole aux Etats généraux et leurs responsables devront les entendre. C'est la condition première pour surmonter les handicaps d'une défaite sans précédent et pour, sur ce terrain assaini, être capables, dans les mois et les années à venir, de reconstruire cette part de rêve et de propositions sans lesquelles il n'y a pas de socialisme vivant.

• *D.P.* Nous allons vers ces Etats généraux avec toutes les bases d'un grand parti. Premièrement, nous savons gouverner. Cette question, qui taraudait les militants et les dirigeants du mouvement socialiste depuis un siècle, est tranchée. C'est un acquis fondamental. Deuxièmement, nous avons rempli, comme cela a été dit, notre contrat social dans le contexte des années 80. Troisièmement, nous avons abandonné la part de rêve à peu près au milieu des années 80. Si nous remettons au centre de notre combat l'exigence du partage, les Français seront-ils d'accord ? Ils le diront ou ils ne le diront pas. Je crois que nous pourrons mobiliser à nouveau ce qu'il y a de plus dynamique, de plus généreux et de plus ouvert dans la société française.

• *A.B.* Les Etats généraux sont une procédure exceptionnelle mais qui correspond à une tâche exceptionnelle. Nous sommes devant la nécessité de refondation qu'a connue le socialisme fran-

● CONTRIBUTION

Refuser la pratiq

Marc Blondel, secrétaire général de la confédération Force-ouvrière nous précise les points essentiels à prendre en compte, selon lui, dans nos réflexions sur le rôle et le fonctionnement du Parti. Sans oublier de rappeler et d'expliquer l'attachement de son syndicat aux principes de la charte d'Amiens.

L'indépendance syndicale n'étant pas une formule de salon pour Force ouvrière, nous nous interdisons, en tant qu'organisation, d'intervenir dans le fonctionnement des partis politiques, ce qui ne signifie cependant pas une obligation de réserve pour les militants à titre individuel.

Cela sous-entend que, par rapport au gouvernement, et quel que soit celui-ci, nous entendons jouer pleinement notre rôle d'organisation syndicale, en toute liberté.

Cette distinction des rôles entre syndicat et parti est, pour FO, une des conditions essentielles de la pratique démocratique et le seul espoir de regrouper un jour syndicalement les travailleurs. Elle réadapte au monde contemporain le concept de la charte d'Amiens.

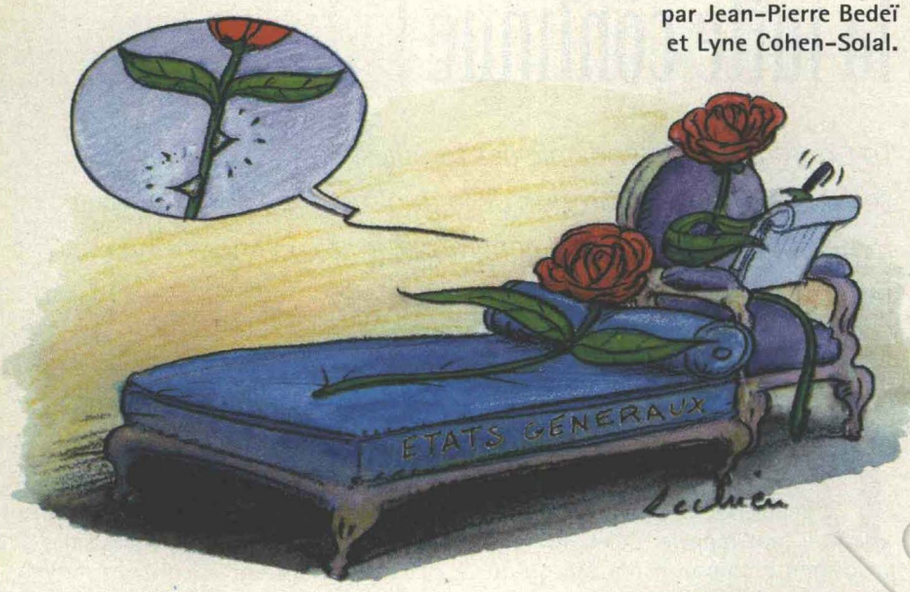
Cela étant, dire que FO est apolitique serait une erreur. Quand nous revendiquons, négocions et agissons, nous influençons l'évolution de la société. Ce que nous refusons, pour sauvegarder l'union interne, c'est d'être partisan au sens politicien du terme.

Un parti, en démocratie, a pour objectif de conquérir le pouvoir, donc d'assumer la gestion de l'intérêt général.

Collection Jean Jaurès

çais plusieurs fois dans son histoire. Mais nous ne pouvons pas réaliser cette opération de la même manière que les précédentes, car nous sommes vraiment à un tournant. Aujourd'hui, notre tâche est certes de protéger le maintien de la protection sociale. Mais nous sommes aussi devant l'obligation de repenser la société à partir des problèmes vraiment nouveaux qui se posent. Les Etats généraux constituent donc la première étape d'un renouvellement pour le socialisme français.

Propos recueillis par Jean-Pierre Bedeï et Lyne Cohen-Solal.



: MARC BLONDEL

ue du consensus

En situation de pouvoir, il ne peut prétendre représenter exclusivement tel ou tel intérêt particulier sans compromettre la démocratie, ne serait-ce par exemple qu'en voulant anesthésier ou phagocyter le syndicat, ou se laisser phagocyter par lui.

C'est notamment l'une des raisons fondamentales pour lesquelles FO s'est toujours opposée fermement à l'idéologie et à la pratique du consensus dont l'une des caractéristiques est la négation des conflits d'intérêt.

Pour FO, le rôle des partis est essentiel en démocratie.

Et si l'on devait synthétiser les points clefs à prendre en compte, il faudrait citer :

- un attachement indéfectible aux valeurs républicaines (laïcité, liberté, égalité, fraternité) dans la réflexion et l'action ;
- la définition d'orientations et d'objectifs de manière démocratique, intégrant la prise en compte du temps, et notamment du moyen et long terme, ce qui conduit à désacraliser l'économisme et ses dogmes quasi scientifiques considérés comme des contraintes incontournables ;
- une redéfinition du rôle de l'Etat et des pouvoirs publics, conforme aux valeurs républicaines et démocratiques ainsi que l'objectif de progrès social ;
- respecter le rôle des interlocuteurs sociaux, sans chercher à en faire des partenaires ;
- ne jamais oublier d'où l'on vient et qui l'on représente pour comprendre où l'on est et savoir où l'on veut aller.

Enfin, qui dit parti dit militants et adhérents.

L'un sans les autres dérive comme un ballon d'hélium dont on aurait coupé la ficelle.

Les autres sans l'un sont livrés à eux-mêmes, en proie à l'arbitraire.

Dans les deux cas, c'est la démocratie qui vacille.

Finalement, savoir retrouver le sens de l'idéal, sans oublier le réel, certes, mais aussi sans s'y enliser. ■

■ ETATS GENERAUX ■
DEPARTEMENTAUX DE L'HERAULT

Socialistes toujours

Les Héraultais avaient commencé la préparation des Etats généraux avec un peu d'avance sur les autres départements. Ils l'ont conservée en réunissant près de 500 délégués lors de leurs Etats généraux départementaux, samedi dernier, à Montpellier.

Jean-Paul Gégot, rapporteur du collectif fédéral, présenta une synthèse reprenant l'essentiel des 82 motions élaborées lors des nombreuses réunions de section ou au cours d'une des sept réunions préparatoires organisées dans l'ensemble du département. Ce rapport de dix pages, dactylographiées serré, dans lequel la diversité, voire les contradictions n'avaient pas été gommées, fut jugé satisfaisant par les délégués qui l'adoptèrent à l'unanimité moins trois abstentions.

Le débat qui précéda le vote ne fit que confirmer l'accord de la salle avec ce texte et se concentra sur le Parti. Tous marquaient d'abord un attachement profond au nom de "socialiste", révélateur d'identité et toujours porteur de valeurs. En revanche, que le mot "parti" soit remplacé par un autre semblait moins important à condition que cela ne nuise pas à la cohérence de son fonctionnement. Tous rejettent sur les affrontements, dont le congrès de Rennes fut l'apothéose, la responsabilité de notre déliquescence actuelle. Ce ne sont pas tant les courants de pensée qui ont été condamnés mais leur dévoiement en écuries de pouvoir.

Une revendication du non-cumul de mandats drastique -un homme, un seul mandat- revint comme un leitmotiv dans les interventions et les motions. Le clivage essentiel, selon le rapport de synthèse, entre les "nostalgiques de 1981" et les "jeunes heureux que l'on se soit enrichis d'une culture de gouvernement" s'exprima peu. La seule proposition d'action fut émise par le maire de Montpellier, Georges Frêche, qui souhaita que chaque socialiste se mette à œuvrer dans son syndicat à la réunification syndicale, aujourd'hui bien nécessaire, selon lui, et dans le militantisme de terrain. Un ange passa lorsqu'un délégué, qui avait pris la précaution de se présenter comme nouveau dans le département, puis deux, s'étonnèrent que les difficultés locales ne soient pas abordées dans une fédération aussi bouleversée. Le secrétaire fédéral, Robert Navarro, tenta de les rassurer en expliquant que le local n'était pas absent des préoccupations même s'il n'était pas à l'ordre du jour.

Les délégués élirent ensuite leurs représentants pour les journées de Lyon en respectant les règles nationales (vote à bulletin secret au scrutin majoritaire uninominal). Une liste de 65 candidats fut distribuée sur laquelle chacun devait rayer au moins quinze noms (puisqu'il y avait 50 délégués à désigner) mais pas de femmes puisqu'il y en avait juste assez pour respecter le fameux quota. On aurait seulement pu souhaiter que chacun des candidats se présente, mais 65, c'est beaucoup. Le choix aurait été plus simple. Prochaine étape à Lyon et, c'est promis, si d'autres textes parviennent d'ici là, à la fédération, ils seront transmis comme tous les autres.

Jacques Goubin

■ LES ETATS GENERAUX A LA BASE ■

A Yvetot : pour une nouvelle politique économique

"Quelles sont les inégalités que nous n'avons pas décelées et comment s'en sortir économiquement aujourd'hui ?" Les militants et sympathisants d'Yvetot, en Seine-Maritime, se sont réunis, samedi 5 juin, pour préparer les Etats généraux départementaux du 19 juin et ont largement débattu autour de ces deux thèmes forts.

En fait, dès le changement de direction du Parti, la section d'Yvetot, conduite par Andrée Renoir, consciente de la nécessité d'ouvrir rapidement un débat, avait pris la décision d'organiser une telle rencontre et de parler de l'avenir du Parti socialiste. La discussion fut animée par Jean-Pierre Hue, secrétaire fédéral et maire-adjoint de la ville. Il s'appuya en particulier sur un texte, "Bâtir le socialisme du XXIe siècle", écrit en collaboration avec Christian Dettori, membre du bureau fédéral. Un texte qui, dans un premier temps, s'interroge sur les raisons de la défaite, regrette que le "Parti ait perdu son caractère de lieu de réflexion" et invite à un modèle de fonctionnement "plus confraternel, à une réhabilitation de l'esprit militant face à l'esprit élu, un abandon de la culture de notable et une nouvelle approche du pouvoir."

MOBILISER LA GAUCHE EUROPEENNE

"Avons nous assez regardé la société ? interpella Jean-Pierre Hue. Les formes d'exploitation ne sont plus les mêmes, mais l'exploitation n'a pas disparu." Et de compléter : "Les Français n'auraient-ils pas été plus indulgents si nous avions diminué quelque peu les inégalités, augmenté le pouvoir d'achat des plus défavorisés, réussi la semaine de trente-cinq heures ?" "Ce n'est pas le souci de la droite de combler les inégalités, rappela un participant, on ne comprend donc pas pourquoi les gens ont voté à droite." "Trois millions et demi de chômeurs en France, dans un pays qui a deux cents ans de démocratie, poursuivit un militant, la puissance publique n'assure plus la protection élémentaire des gens. Et de la gauche, nous attendions que chacun puisse vivre correctement."



Le débat en arriva à sa deuxième partie : définir une nouvelle politique économique. Pour Christian Dettori, "les socialistes ont choisi la mauvaise forme d'économie de marché et nos responsables ont fait du monétarisme une valeur." Il préconise de revenir à une économie de relance, pesant sur la demande, une politique de soutien à la consommation, de redécouvrir les théories de Keynes (1) en l'adaptant et cela à l'échelle européenne. "D'où l'exigence d'un mouvement socialiste européen unifié capable de peser puissamment dans ce sens." Les militants d'Yvetot ont suggéré que les Etats généraux de juillet soient complétés par la tenue des Etats généraux de la gauche européenne "afin de disposer d'un projet politique d'avenir face à la mondialisation capitaliste de l'économie et au déséquilibre Nord-Sud."

C.L.

(1) Economiste britannique. Ses théories s'appuient sur une relance de la consommation, une baisse des taux d'intérêt et un accroissement des investissements publics.

● CONTRIBUTION : RENE BOUE

Après les élections : la lutte continue !

La Confédération syndicale des familles se consacre à l'amélioration de la qualité de vie dans les foyers. René Boué, son secrétaire général, situe ses revendications par rapport aux pouvoirs politiques.

La gauche vient de connaître un échec, il faut en tirer les enseignements.

Il faut rappeler qu'en 1977, le programme commun n'a été qu'un accord au sommet.

Qu'en 1981, cette même gauche était arrivée au pouvoir après 23 ans d'opposition au cours de laquelle elle avait fait admettre que tous les maux venaient de la droite et qu'il suffisait qu'elle ait le pouvoir politique pour "changer la vie".

Le pouvoir de l'époque, dont des ministres socialistes, refusait d'écouter ceux qui, comme la CSF (Confédération syndicale des familles), lui criaient casse-cou.

Les batailles des clans de présidentiables, la chute du "socialisme réel" et les affaires ont fait le reste.

Surestimation du pouvoir politique, sous-estimation des contraintes économiques, puis acceptation sans réserve de ces mêmes contraintes, ont conduit à une situation où l'on disait que, gauche ou droite, ce serait la même politique.

Mais la droite reste la droite même si elle se veut lisse. La gauche ne voulait pas effrayer le bourgeois, la droite ne veut pas effrayer le peuple. Il n'aura pas fallu longtemps pour revoir son vrai visage, avec ses attaques contre le pouvoir d'achat et ses orientations anti-immigrés. Aux premières loges pour constater l'explosion des inégalités, la désespérance des jeunes et des familles, la CSF, réunie en congrès, vient de définir ses priorités immédiates.

Elle veut être partenaire dans toutes les concertations ayant pour objectif de trouver des solutions au chômage.

Comme organisation gestionnaire de services d'aides à la famille, et donc employeur, elle s'engagera encore davantage pour développer ces aides.

Les services publics sont un moyen privilégié d'intégration de tous dans la vie sociale. La CSF se battra pour des services publics performants, répondant aux besoins de tous les citoyens.

Pour la bonne santé de la démocratie, la participation des habitants est indispensable dans tous les secteurs de la vie quotidienne. Les conseils économiques et sociaux municipaux revendiqués par la CSF en sont la forme la plus élaborée. La CSF s'emploiera à développer cette participation des habitants.

Concilier vie familiale et professionnelle est difficile pour de jeunes parents confrontés aux difficultés de garde des enfants. Equipements et prestations sont à la traîne. Depuis plusieurs années, la CSF demande une loi cadre pour les familles. Le premier ministre l'a promise. Nul doute qu'une action vigoureuse sera nécessaire si l'on ne veut pas d'une coquille vide.

La CSF se bat aussi pour que le droit de vivre en famille, droit universel inaliénable, ne soit pas restreint.

Enfin, quand le gouvernement décide de bloquer les allocations logement, la CSF exige le blocage de tous les loyers. Car le droit au logement est un droit fondamental. Avec l'emploi, c'est une exigence pour l'épanouissement, la santé et l'équilibre de vie de chacun.

La CSF a donc décrété la mobilisation pour la détente et le respect de ce droit, par une campagne nationale qui durera toute l'année qui vient.

Est-ce que ces actions et revendications intéresseront les politiques ? ■

Fondation Jean-Jaurès

● CONTRIBUTION : GENEVIEVE JACQUES

Le droit des chômeurs à avoir des droits

La CIMADE, association caritative protestante, travaille au service des réfugiés, des travailleurs migrants et des peuples des pays en voie de développement. Leur secrétaire générale apporte sa contribution à nos réflexions.

"La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde", a dit un premier ministre socialiste. Il aurait pu ajouter que la France ne peut pas, ne doit pas, se résigner à la misère du monde pas plus qu'à celle des hommes.

Fondée en 1939, dans les premiers camps d'internement sur le territoire français, où se mêlaient réfugiés politiques espagnols, juifs fuyant Hitler et exilés communistes allemands -que des étrangers !- la CIMADE agit depuis plus de cinquante ans avec cette exigence-là : être activement solidaire ici, en France, et là-bas, dans les pays du Sud, avec tous ceux qui sont victimes de l'exclusion, de l'arbitraire, de l'injustice.

Oui, nous défendons le droit des étrangers à avoir des droits.

Nous le faisons au nom des valeurs de la CIMADE, qui s'enracinent dans l'Evangile. Nous le faisons au nom de notre éthique de la dignité de l'homme. Nous le faisons aussi au nom des intérêts de notre pays : qui pourrait croire que le refus de l'autre, la peur de l'étranger, le repli frileux sur ses frontières, l'idéologie du bouc émissaire, n'ont d'autres effets que le développement du racisme et de la xénophobie, et d'autres conséquences que la coupure explosive du monde entre les riches et les pauvres, entre le Nord et le Sud, et ce jusque dans les villes où nous habitons ?

Notre connaissance de la réalité -réalité de l'immigration, réalité des pratiques administratives et policières, réalité des décrets et autres circulaires méconnues- est concrète, et nous apprécions les gouvernants ou ceux qui aspirent à l'être non pas sur ce qu'ils disent, mais sur ce qu'ils font. C'est pour cela que nous condamnons sévèrement la nouvelle loi sur le Code de la nationalité et que nous nous élevons contre les projets de contrôle d'identité ou les conditions d'entrée et de séjour des étrangers.

Toutes ces mesures portent en elles la logique d'exclusion, incompatible avec les droits de l'être humain.

C'est pour cela aussi que nous avions manifesté les mêmes exigences envers les gouvernements de gauche. Des lois ont été promulguées : l'une, en 1984, répondait à certaines revendications sans pour autant donner des réponses sur le fond ; une autre, en 1989, revenait sur certaines dispositions aberrantes de la loi Pasqua de 1987 sans pour autant en détruire l'édifice : un pas en avant après les deux pas en arrière.

Et, au-delà de ces lois, combien de mesures réglementaires, de décrets, de circulaires, de déclarations à l'emporte-pièce cédant aux nécessités de l'instant, aux pressions de l'air du temps, aux préoccupations électorales, aux insistances des appareils administratifs, judiciaires ou policiers ?

"Le Pen apporte de mauvaises réponses à de vraies questions", a dit un premier ministre socialiste. Il aurait pu ajouter que, quand on a tant de mal à trouver de bonnes réponses, c'est peut-être que les questions sont mal posées.

Nous attendons toujours le débat sur la citoyenneté, les flux migratoires, les rapports Nord-Sud, l'impérative nécessité du partage et de la redistribution des richesses, la mise en œuvre concrète des valeurs de solidarité et d'égalité qui fondent toute société démocratique.

Ce débat, hors des tabous et des réponses simplistes ou à court terme, est indispensable.

Il est aussi très urgent. ■



C'EST DECIDE, JE M'ABONNE !

A RENVOYER A : "VENDREDI", SERVICE LECTEURS, 10 RUE DE SOLFERINO, 75333 PARIS CEDEX 07, ACCOMPAGNE, EVENTUELLEMENT, DU MONTANT DES ABONNEMENTS. CHEQUE A L'ORDRE DE "VENDREDI". MERCI DE PENSER A JOINDRE VOTRE BANDE ADRESSE.

Nom ..... Prénom ..... Adresse .....

..... Code postal ..... Ville .....

"Vendredi" l'hebdo

Abonnement 1 an : 270 F

DOM-TOM / CE : 400 F
Autres pays : 600 F
Institutions : 500 F

"Vendredi" l'hebdo + "Vendredi idées"

Abonnement 1 an : 350 F

DOM-TOM / CE : 500 F
Autres pays : 700 F
Institutions : 700 F

☐ Veuillez abonner de ma part

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

☐ Veuillez abonner de ma part

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....



A la Pierre Collinet (Meaux), on a fait imploser des tours pour construire des maisons individuelles locatives.

le logement social, facteur d'intégration

Les acteurs du mouvement HLM se réunissent en congrès du 16 au 19 juin, à Lyon (1), sur le thème "HLM aujourd'hui, vocations et moyens". Les besoins en matière de logement sont toujours aussi importants (2). Et le rôle des organismes HLM évolue. Ce mouvement réagira aux propositions du plan de relance du gouvernement qui tourne autour de trois grands axes : l'accession à la propriété, le locatif privé et le locatif social.

"Nous avons, je crois, rendez-vous avec notre histoire. Dans un autre contexte que celui qu'ont connu nos prédécesseurs et sous d'autres formes, nous retrouvons aujourd'hui toutes les raisons d'une intervention publique forte. Nous ne sommes pas loin des situations de rupture des équilibres sociaux qui, au moment de l'essor de la société industrielle, avaient conduit à la création du Mouvement de l'habitat social."

C'est Jacques Badet, président de la Fédération nationale des offices d'HLM qui s'exprimait ainsi, en janvier dernier, lors de l'assemblée générale des Offices de l'habitat. Dans ce contexte de crise, les organismes HLM qui répondent aujourd'hui à des besoins d'ordre social ont réaffirmé que leur action n'est pas une action comme les autres, mais qu'elle est bien au service de l'intérêt public. Le logement est un enjeu essentiel de notre société, une priorité absolue. Sans logement, aucune vie sociale n'est possible, ni aucune intégration, tant le logement détermine les activités de chacun.

CRISE DU LOGEMENT...

Les besoins sont de plus en plus élevés et la demande évolue. De plus en plus de jeunes demandent un logement HLM. Les divorces augmentent, donc les familles monoparentales, les personnes âgées restent plus longtemps dans leur logement. Sur l'ensemble du territoire, un million de demandes de logement HLM pour un parc de 3 millions et demi de logements sociaux sur les 25 millions que compte le pays. Cela s'explique en partie par la diminution du nombre de logements locatifs dans le parc privé, dont une partie jouait un rôle social de fait.

Le parc HLM loge 2,5 fois plus de ménages qu'il y a vingt-cinq ans et, cependant, l'évolution de l'offre ne répond pas aux attentes. Car, si le logement social permet à un certain nombre de ménages aux revenus modestes d'avoir accès à un logement de qualité, il exclut certaines catégories intermédiaires, dont les revenus sont, certes, supérieurs au plafond, mais encore insuffisants pour se loger dans le privé qui est de plus en plus cher. On accuse trop facilement les HLM de loger des personnes dont les revenus dépassent les plafonds de ressource. C'est vrai pour une infime minorité (à peine 3%). En revanche, les locataires dont la situation financière a augmenté se voient appliquer un surloyer qui met leur loyer en adéquation avec leurs possibilités nouvelles.

Mais la question essentielle, notamment en l'Ile-de-France où la crise du logement est considérable, l'offre apparaît dérisoire par rapport aux besoins. On compte 100.000 demandeurs dans la seule région parisienne, dont 40.000 prioritaires pour une offre de 10.000 logements par an. Il existe pourtant de nombreux logements vacants dans le secteur privé. En outre, comme l'explique la Fédération des offices, "le développement de l'immobilier de bureaux et de logements d'habitation de standing a eu un effet négatif favorisant la spéculation foncière qui a provoqué la hausse des prix des terrains et restreint la capacité des organismes HLM à développer l'offre sociale."

...CRISE DES QUARTIERS

A la crise du logement se juxtapose la crise des banlieues. A l'époque de leur construction, la plupart des quartiers d'habitat social qui préoccupent aujourd'hui, avaient plutôt bien répondu aux besoins de logement d'un grand nombre de familles. Ils apportaient un confort et une modernité que beaucoup enviaient. Or, aujourd'hui, alors qu'ils vieillissent, ils cumulent les handicaps de localisation, d'urbanisme, de qualité architecturale, de concentration de personnes de plus en plus démunies... Conscients de cela, les organismes HLM sont allés volontairement plus loin que leur rôle de bailleurs, menant des actions quotidiennes pour protéger le cadre de vie,

réaménager et faire vivre les quartiers en améliorant la qualité. "Depuis quinze ans, tout ce qui a été construit, au point de vue architectural, est, dans l'ensemble, nettement supérieur à ce qui a été fait dans les autres pays européens en matière de logement social, insiste Michel Lachambre, directeur de la mission Europe à l'Union des HLM. Tous les ans, ce sont les logements sociaux qui remportent 80% des prix d'architecture."

IL FAUT UN EFFORT SOUTENU

Malgré tous les efforts des gouvernements socialistes pour aider le logement, la crise persiste. Tous les experts s'accordent à dire qu'il faut pouvoir construire au minimum 100.000 logements dès cette année et que cet effort devra être soutenu pendant cinq ans au moins. Le gouvernement vient de débloquer 20.000 prêts d'accession à la propriété (PAP) en plus des 35.000 déjà inscrits dans le budget de l'Etat, et 10.000 prêts locatifs aidés (PLA) supplémentaires, ce qui porte le nombre de PLA à 100.000. A ces mesures s'ajoutent des allègements fiscaux destinés à inciter les familles à acquérir des logements. L'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat recevra une dotation supplémentaire de 300 millions destinée aux propriétaires-bailleurs qui réhabilitent leur logement et une dotation de 100 millions est prévue pour créer des hébergements pour les sans-abri.

C.L.

(1) Au parc des expositions d'Eurexpo.
(2) On estime à 200.000 personnes les exclus du logement, personnes sans domicile fixe ou vivant dans des abris de fortune, et personnes hébergées dans des centres d'urgence.

Roger Quilliot : "Il manque 200.000 logements"

Pour le président de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM, on y trouve davantage de gens paupérisés que par le passé et celles-ci ne peuvent plus répondre à toutes les demandes. Explications.

Malgré l'importance du volume budgétaire consenti par l'Etat au logement depuis plusieurs années, on constate une situation de crise. Comment l'expliquez-vous ?
Roger Quilliot. Deux phénomènes expliquent cette situation. D'une part, chaque année, disparaissent entre 70.000 et 100.000 logements locatifs du parc privé. Et, d'autre part, les prêts d'accession à la propriété, qui ont été de l'ordre de 135.000 quand j'étais ministre, en 1983, sont aujourd'hui tombés à 30.000. Donc, un certain nombre d'habitants des HLM qui accèdaient à la propriété, et qui quittaient leur logement, n'en sortent plus. Ce sont là deux raisons majeures : près de 200.000 logements manquent. Ce qui crée une situation de blocage et l'effort entrepris par l'Etat, qui est réel, en matière de logement locatif aidé, ne suffit pas pour faire face à la demande. En 1983, on était autour de 80.000 prêts locatifs aidés, moins qu'aujourd'hui. En 1986-1988, on est tombé 50.000. C'est-à-dire que l'opposition d'hier, devenue majorité, avait réduit fortement le nombre de PLA. Le gouvernement de Pierre Bérégovoy, en particulier, a remonté le locatif aidé mais a réduit les PAP, ce qui, à mon avis, fut une erreur.

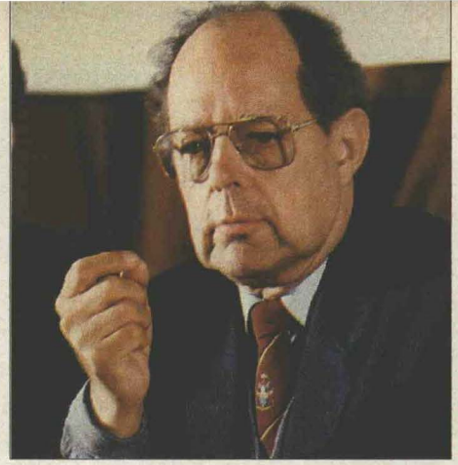
Que pensez-vous de la relance de l'accession sociale à la propriété ? Est-elle nécessaire et sera-t-elle suffisante ?
Elle est nécessaire parce qu'elle est souhaitée. Notre objectif a toujours été de donner le choix aux Français. Il ne faut pas dire, comme Giscard d'Estaing en 1977, que tout le monde doit devenir propriétaire. C'est une ineptie. Elle a été la cause de nombreux sinistres, de situations dramatiques de surendettement. Mais il est normal qu'un certain nombre de gens aient envie d'accéder à la propriété et puissent y parvenir si leurs revenus augmentent et progressent régulièrement. Certes, le fait qu'il y ait du chômage, que la situation se dégrade, que les couples se défassent (il y a plus de gens qui sont en cessation de paiement pour cause de divorce que pour chômage, un tiers d'abandon de l'accession à la propriété pour éclatement du couple) ralentit la demande mais cela reste fortement inscrit dans l'esprit des Français. C'est une donnée. Il faut en tenir compte sans engager bêtement les gens et aboutir à des situations intenables. On ne peut pas devenir propriétaire avec un SMIC, ce n'est pas vrai. Quand j'étais ministre, j'avais dit qu'à moins de deux SMIC, c'était scandaleux. Aujourd'hui, je considère qu'il faut au moins deux SMIC et demi.



On reproche parfois aux HLM de ne pas jouer leur rôle pour le logement des plus démunis. Qu'en est-il ?
Je crois que c'est faux parce que l'augmentation de notre participation est croissante. Les habitants des HLM se sont paupérisés. Nous logeons de plus en plus de smicards ou de quasi-smicards, soit près de la moitié des locataires. Alors qu'il y a dix ans, ils n'étaient qu'un tiers. On ne peut pas dire que nous refusons notre responsabilité, au contraire. Mais la paupérisation avance et nous ne pouvons pas répondre à toutes les demandes. La preuve, nous avons des situations de blocage et des attentes de deux ans et demi en moyenne, encore plus élevées en région parisienne.

La situation des banlieues reste préoccupante. Que font les HLM ?
Les HLM font surtout de la réhabilitation. Au congrès de 1989, le président de la République avait décidé qu'il y aurait 200.000 logements réhabilités par an. Cela s'est fait. L'Etat a mis à la disposition des HLM les crédits de PALULOS (1) nécessaires. 800.000 logements ont été réhabilités. Mais chaque année, en raison du vieillissement, il y en toujours de nouveaux à traiter.

Les quartiers HLM ont boudé la gauche aux dernières législatives. Est-ce là le résultat d'un échec de la politique du logement conduite par les socialistes ?
Oui et non. Il est vrai que dans les quartiers populaires où les gens votaient pour la gauche, aujourd'hui, ils votent plutôt pour le Front national parce qu'ils trouvent qu'il y a trop de personnes immigrées. C'est une question de politique de peuplement. J'ai souvent dit à mes collègues ministres : attention, quand on prend des immigrés ou des personnes en difficulté, il y a une limite au-delà de laquelle ils sont mal perçus. On peut faire un travail énorme dans les cités, mais les petits ennuis quotidiens prennent le dessus et entraînent mécontentements et tensions.
Le système qui fait que l'APL (2) est d'autant plus forte que les logements sont plus récents a un double effet : on loge les gens les plus pauvres dans de nouveaux logements, ce qui en soi est bien, mais on les concentre aussi dans les mêmes immeubles, ce qui n'est pas sans conséquences difficiles, ensuite.


▲ *Roger Quilliot.*

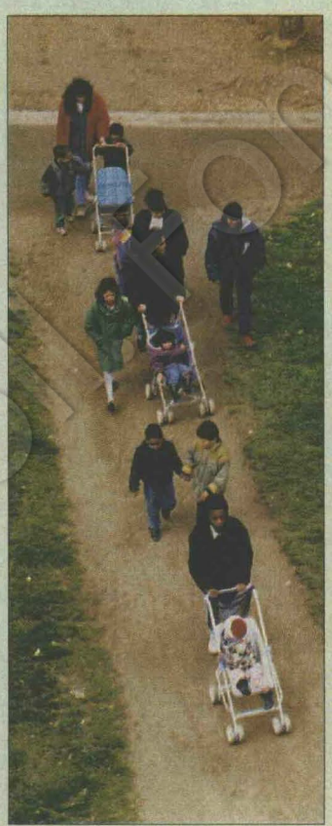
Que pensez-vous du plan de relance du bâtiment proposé par le gouvernement Balladur ? Les HLM sont-elles prêtes à l'accompagner ?
Il est normal que le gouvernement prenne cette initiative. Je ne sais pas si elle suffira à relancer la machine, si les dégrèvements fiscaux permettront aux investisseurs de s'intéresser à nouveau au logement. Je regrette surtout que le précédent gouvernement n'ait pas voulu nous écouter quand nous lui disions qu'il fallait remettre en place des PAP. Cela n'aurait pas coûté plus cher, mais nous nous sommes heurtés à des oppositions du ministère des Finances.
Nous sommes des organismes au service des locataires et des accédants et non au service des gouvernements. Nous ne sommes ni pour ni contre un gouvernement. Si des mesures nous paraissent valables, nous les prenons, mais il y a des choses que nous ne pouvons accepter parce qu'elles ne sont pas bonnes pour l'avenir du logement social. Ainsi, si on nous demande de vendre nos logements à n'importe quel prix, je dis non.

Où en sommes-nous de la vente des HLM à leurs occupants ?
Conformément à la loi que j'ai fait passer en 1983, l'initiative revient aux organismes HLM. C'est à eux de juger s'ils peuvent vendre ou non. S'ils se démunissent de leurs logements en centre-ville, qui sont les logements les plus intéressants, et au profit des gens les plus à l'aise, ils seront démunis pour répondre à la demande des gens les plus modestes. Donc, nous tenons à ce que les organismes HLM gardent leur droit d'initiative. Ils vendent s'ils veulent. Si l'Etat bonifie les achats, c'est son droit, mais nous voulons garder la maîtrise de notre vente. D'ailleurs, la demande des locataires est plutôt marginale.

Propos recueillis par Chrystie Lipani

(1) Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
(2) Aide personnalisée au logement.

CES SOUFFRANCES QUE CACHENT LES MURS



Réhabiliter des logements ne suffit pas. Il faut aussi apprendre aux gens à vivre ensemble. A la Pierre Collinet, à Meaux, un long travail de terrain a cassé le ghetto.

"Un travail de fourmi, au quotidien, mais qui porte ses fruits." C'est ainsi que Jean Lion, maire de Meaux et président de l'OPAC, résume l'action entreprise depuis 1977 dans le quartier de la Pierre Collinet, considéré, à cette époque, comme un des secteurs les plus paupérisés de la région parisienne. Près de 7.000 personnes vivent ici sur les 51.000 que compte la commune de Meaux. C'est aussi dans ce quartier que se retrouve le plus grand nombre d'habitants d'origine étrangère. L'OPAC de Meaux (1) a réalisé diverses opérations à la Pierre Collinet. "Un travail qui se fait depuis longtemps, explique Antoine Bour, le directeur général, mais pour lequel l'aspect bâti n'est pas dominant. Il y a des réhabilitations à faire, mais c'est surtout un travail de vie sociale à régler. Par exemple, dans ce quartier, la conception des vide-ordures était tellement mauvaise, (rares, petits, vite bouchés) que les personnes avaient pris l'habitude de jeter les saletés par les fenêtres. L'amélioration a été de créer des locaux vide-ordures à chaque étage. C'était l'aspect technique, mais il fallait surtout changer les comportements." L'OPAC a été soutenu dans sa démarche par la création d'une régie de quartier (une des premières en France), structure qui, à travers des réunions avec les locataires, les a poussés à prendre en main leur quartier et à l'entretenir.

DYNAMISER LE QUARTIER PAR L'ECONOMIQUE

Misère morale et financière se côtoyent à la Pierre Collinet. Pour la municipalité, l'objectif n'est pas de maintenir uniquement des logements mais aussi d'intégrer des activités économiques. L'OPAC a donc installé son siège à l'intérieur d'un immeuble (Buropac), des commerces sont venus et même des entreprises. Le quartier est aussi doté de nombreux équipements collectifs : écoles, collège, dispensaire, crèche...
"Notre démarche, insiste Jean Lion, est de permettre aux habitants du quartier de s'en sortir économiquement, d'aller vers l'extérieur, vers le monde du travail." Grâce à la régie de quartier, véritable entreprise d'insertion, certains habitants ont pu, petit à petit, retrouver le goût du travail. Chaque année, la régie développe une centaine d'emplois à temps partiel souvent consacrés à l'entretien du quartier. L'OPAC a créé une résidence-services, des appartements transformés en petites unités meublées avec salle de bain et téléphone, une sorte de résidence hôtelière pour des personnes en déplacement ou à la recherche d'un appartement. Cette résidence est gérée par la régie qui peut ainsi offrir à des jeunes une approche des métiers de l'hôtellerie.
"Nous nous attaquerons à l'amélioration de la qualité de vie à la Pierre Collinet." En 1977, lors de sa campagne électorale, Jean Lion avait fait de cette volonté un enjeu politique. On attribuait à ce quartier tous les malheurs de Meaux. Et le travail accompli depuis est tout en profondeur : faire en sorte que la vie quotidienne s'améliore, que les gens retrouvent la citoyenneté, que le quartier soit intégré dans la ville, que changent les mentalités... Jean Lion est conscient des difficultés. "Il faut du temps, nous n'avons pas encore gagné. Nous ne gagnerons peut-être jamais." Mais, aux élections législatives, c'est à la Pierre Collinet que le Front national a fait son plus mauvais résultat par rapport au reste de la ville. "Nous avons empêché le FN de progresser, c'est déjà un premier résultat." Le difficile travail de fourmi a cassé la logique de ghetto.

C.L.

(1) L'OPAC possède sept mille logements répartis en centre ville et dans les quartiers de la Pierre Collinet et de Beau-Val, autre quartier en difficulté.
L'Office entreprend mille réhabilitations et construit cinq cents logements par an.



LEGISLATIVES ESPAGNOLES

Felipe Gonzalez monte au filet et gagne

Le 6 juin, l'Espagne a fait un joli coup double. A Roland Garros, Sergi Bruguera emportait le tournoi de tennis. A Madrid, Felipe Gonzalez et le PSOE, tenants du titre électoral, confirmaient. Démentant au passage une droite qui pariait sur l'effacement de la social-démocratie en Europe.

Le responsable espagnol, vers une heure du matin, lundi, le signalait aux journalistes. "Je vous le fais remarquer parce que c'est quelque chose d'inédit, en Europe, chez nos voisins. C'est la quatrième fois que le PSOE, que le parti au pouvoir, donc, gagne les élections." Il y a plus d'un mois, quand il a pris la décision de les avancer, même ses amis doutaient.

N'en déplaise à tous ceux qui font la fine bouche et multiplient les bémols, le PSOE a emporté 159 sièges sur 350. Ce n'est pas la majorité, c'est vrai. Les socialistes ont perdu 17 sièges et 1% des suffrages exprimés, c'est encore vrai. Le Parti populaire, la droite, a fortement progressé en voix et en sièges. Personne ne le nie. Mais, à l'arrivée, il reste un vainqueur, un parti et un seul, le PSOE.

Et il y a un perdant, José Maria Aznar, qui a d'ailleurs reconnu son échec. La défaite est d'autant plus cuisante que, le 2 juillet, à Valence, le dirigeant du PP s'était exclamé -en se trompant, d'ailleurs (cf. encadré)- devant les bonnes fées du conservatisme européen venues l'encourager, Willy Martens et Valéry Giscard d'Estaing : "Je ne me résigne pas à vivre dans le dernier réduit socialiste." Il faudra bien qu'il s'y fasse et ses amis aussi.

Par quel tour de passe-passe les socialistes ont-ils transformé en victoire une défaite annoncée ? Le 25 mars, les étudiants, loin des socialistes, comme toute la jeunesse, sifflent Felipe. Le 13 mai, le jeudi noir, les chiffres du chômage tombent : 3.300.000. Le gouvernement dévalue la peseta. Quelques jours plus tard, José Maria Aznar gagne le premier face-à-face télévisé. Le tout sur un bruit de fond médiatique hostile, réduisant la politique socialiste aux affaires. Au point que le patronat et l'Eglise avaient pris ouvertement leurs distances, parié sur l'alternance.

José Maria Aznar est diplômé, jeune, et donc non compromis avec le franquisme. Mais voilà il n'est pas seul. Il y a avec lui quelques grandes figures d'anciens collaborateurs du caudillo, comme Manuel Fraga. L'Espagne rance d'avant-hier est sortie de sa clandestinité pour applaudir le petit nouveau qui lui rend une légitimité. Elle a fait courir un frisson mobilisateur.

Un vieux monsieur, chansonnier connu pour ses blagues téléphoniques, Miguel Gila, a pris peur. "La droite, on sait ce que ça veut dire chez nous. J'ai vécu la République et les prisons franquistes." Il a fait du porte-à-porte avec Narcis Serra, vice-président du gouvernement, dans les quartiers populaires de Barcelone.

Les plus jeunes grognent. Ils sont les premiers touchés par le chômage. Ils n'admettent pas les affaires, les passe-droits, la vie facile de certains socialistes. Mais la bousculade des droites arrogantes anglaise, belge, française, autour du petit Aznar les a secoués. Tories, UDF et RPR, on sait ce que c'est. Les salariés payent, les patrons encaissent, les étrangers trinquent. Valéry Giscard d'Estaing, à Valence, a bien proclamé : "Le socialisme, ça ne marche pas", avant de conclure par quelques mots en espagnol "macaronique", selon un journaliste. Mais VGE, là-bas, c'est le symbole de la France sûre d'elle-même et dominatrice, celle qui prétendait parrainer le roi et son premier ministre, et fermer la porte de l'élargissement. Tout cela a fait rire, avant d'inquiéter, et de faire voter utile, PSOE. Après tout, mieux vaut un tiens que deux tu l'auras !

Felipe Gonzalez a sollicité et revendiqué un vote critique. La droite espagnole, Chirac et Giscard, lui ont donné les moyens de rassembler. Ses premiers mots, dès l'annonce des résultats, ont été pour ces électeurs-là. J'ai entendu le message, leur a-t-il dit : "Il y aura un changement dans le changement." Le gouvernement sera plus près des gens, de leurs préoccupations. Le dialogue sera son maître mot. Par nécessité parlementaire, bien sûr, puisqu'il n'a pas la majorité, mais aussi par nécessité

◆ SOIGNE TA DROITE ◆

Si la victoire des socialistes espagnols a tout pour nous réjouir, ce n'est manifestement pas le cas dans bien des médias. Toute la semaine, il n'a été question, sur toutes les ondes nationales, que de la fin annoncée du socialisme en Europe : dernier bastion, dernier des Mohicans, toute la litanie de l'ultime a été déclinée. Il y a dans cet acharnement si peu thérapeutique un désir d'éradication de tout ce qui se réclame du socialisme, voire de la gauche, qui finit par devenir transparent. Du moins chez certains. TF1 a été jusqu'à dire, en plein milieu de la nuit, alors que les chaînes internationales et M6 avaient déjà diffusé les images de Gonzalez commentant sa victoire, que le grand événement de ces élections était la... participation. Quant au PSOE, il était après tout possible qu'il ait gagné, mais était-ce bien raisonnable ? Les autres chaînes ne sont heureusement pas si partiales. Mais le conformisme devient tellement dominant que toutes en arrivent à répéter les mêmes contrevérités. Ainsi, aucune n'a échappé à ce "dernier pouvoir socialiste dans la Communauté européenne", voire en Europe (ce qui, avec l'Autriche et la Norvège notamment, augmente les marges d'erreur). Il faut croire que nos confrères ne s'intéressent au Danemark que quand il dit non à Maastricht. Ne les laissons pas mourir idiots : le premier ministre danois, Poul Rassmussen, celui qui a gagné le second référendum sur Maastricht - il y a tellement de temps que, dans notre époque où l'information va aussi vite que la lumière, personne ne s'en souvient plus- est bel et bien social-démocrate. Comme la présidente de l'Irlande, les présidents du Portugal... et de la France.

B.C

sociale et conviction éthique. L'entrée probable du juge Garzon au gouvernement, un incorruptible, devrait spectaculairement marquer le nouveau cours. Bien des bouleversements sont à prévoir, au gouvernement... mais aussi au PSOE. Comme l'a dit pendant la campagne le n° 3 socialiste, "rira bien qui rira le dernier". En tous les cas, ce ne sera pas Aznar. Les réactions à cette belle victoire du PSOE -que certains commentateurs se sont plus, au mépris de toute réalité historique et politique, à comparer à la défaite du PS français- ne se sont pas fait attendre. Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, a salué celui qui a su "de manière exceptionnelle, entretenir l'espérance." Gérard Fuchs a expliqué que "pour les socialistes d'Europe, il n'y a pas de fatalité de l'échec." La droite espagnole vient de l'apprendre à ses dépens.

Jean-Jacques Kourliandsky

jusqu'où laissera-t-on les Serbes aller trop loin ?

La résolution 836 du Conseil de sécurité, qui prévoit une "défense active des six zones de sécurité délimitées par l'ONU" est accueillie avec le même scepticisme que toutes les précédentes.

Boutros Boutros Ghali a du mal à réunir les Casques bleus nécessaires : le gouvernement français veut réduire sa contribution et les Russes n'honorent pas leurs promesses. Les Bosniaques, privés du droit de se défendre, n'ont d'autre choix que de subir le sort qui leur est dicté.

Les extrémistes serbes de Bosnie peuvent se féliciter de n'avoir pas cédé à la pression de la communauté internationale. Ils avaient vu juste en prévoyant qu'elle n'emploierait pas la force pour les contraindre à reculer. Leurs congénères croates n'ont pas plus de soucis à se faire quant aux suites à attendre des vives remontrances qui leur ont été adressées, mais ils essuient de sévères pertes en Bosnie centrale dans leurs affrontements avec les Musulmans, dont une partie se radicalise de plus en plus.

En Serbie, Milosevic durcit encore son pouvoir. Après avoir utilisé l'homme d'affaires californien Panic et le grand écrivain nationaliste Cosic comme garants de ses intentions pacifiques et démocratiques et s'en être débarrassé lorsque leurs propos devenaient incongrus, l'homme fort de Belgrade a jugé que le temps était venu de balayer toute opposition intérieure. Profitant d'incidents provoqués par les ultranationalistes de Seselj, la police a arrêté l'adversaire le plus résolu du régime, Vuk Draskovic, le blessant grièvement ainsi que son épouse et les incarcérant avec des députés du parti qu'il dirige, en dépit de leur immunité parlementaire. Inculpés pour atteinte à l'ordre constitutionnel, ils encourent des peines de dix à quinze ans de prison. Le parquet de Belgrade a demandé l'interdiction de leur parti, le Mouvement pour le renouveau serbe (SPO).

Convaincu d'avoir gagné les bonnes grâces des grandes puissances en prêchant les vertus du compromis à ses amis de Bosnie, Milosevic pense avoir, de ce côté, les coudées franches. Il n'est pas sûr qu'il tienne compte de la désapprobation exprimée par François Mitterrand.

Milosevic a, en tout cas, peu à craindre de l'opposition serbe, faible et divisée. Draskovic a su faire prévaloir son pacifisme sur un nationalisme romantique qui enflammait les foules, mais, à quelques exceptions près, les opposants démocrates partagent ou n'osent pas combattre ouvertement les mythes nationaux au nom desquels est menée la guerre.

Fondé sur l'alliance du nationalisme de l'ancien appareil communiste avec celui des fascistes de Seselj, appuyé sur la lie de la société qui vit des malversations et des pillages de guerre, protégé par une police militarisée et privilégiée, le régime peut encore poursuivre sa fuite en avant, dans l'attente de l'explosion sociale qui le guette. Après la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, il lui reste encore des espaces à dévaster, le Kosovo où la tension ne cesse de monter, le Monténégro qui cherche à s'affranchir de la tutelle de Belgrade et la Serbie elle-même qui reste à totalement "homogénéiser".

Maurice Lazar



ELECTIONS AUX CORTES : LES RESULTATS EN SIEGES (SUR UN TOTAL DE 350)

	PSOE	PP	IU (PC)	CDS (Centre)	CIU	PNV	Divers
1989	176	106	17	14	18	5	14
1993	159	141	18	0	17	5	10

CIU : Convergence et union (nationalistes catalans modérés).

PNV : Parti nationaliste basque.

SIGNATURE DE L'ACCORD SUR LES OLEAGINEUX

le gouvernement n'hésite pas à se renier

Après les surenchères de la campagne électorale, le gouvernement Balladur vient d'approuver, à Luxembourg, l'accord CE-Etats-Unis sur les oléagineux. Un retournement spectaculaire que les Français -et notamment les agriculteurs- apprécieront.

Le 21 novembre 1992, la commission européenne et les Etats-Unis signaient à Blair House deux préaccords agricoles. L'un concernait la négociation du volet agricole dans le cadre de "l'Uruguay round" du GATT. L'autre traitait du dossier des oléagineux, la CE ayant été condamnée pour atteinte à la libre concurrence par le panel soja du GATT à la suite d'une action engagée par les Etats-Unis. Ce dernier accord limite à 5,128 millions d'hectares la surface plantée en grains oléaogineux dans la CE (contre 5,621 exploités actuellement) et oblige à un gel annuel de 10% de ces surfaces. Il n'impose aucun plafond de production et permet des cultures industrielles sur les terres en jachère. Le gouvernement français d'alors, dirigé par Pierre Bérégovoy, récusait l'accord sur le volet agricole du GATT et appelait à une négociation globale et équilibrée de l'accord commercial international. Il considérait en outre que l'accord sur les oléagineux, sans être jugé totalement incompatible avec la nouvelle PAC, pénalisait les agriculteurs européens, et notamment français. En effet, la France est le premier pays européen pour les surfaces ensemencées dans ces cultures, devant l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie. Les responsables français demandaient des aménagements de la PAC. Sur les deux accords, la France appelait à la cohésion nationale et à la solidarité européenne. La droite, qui n'en est pas à une surenchère près, refusait sa confiance au gouvernement français et exigeait qu'il fît un usage immédiat de son droit de veto (cf "Vendredi" n°165).

Aujourd'hui, plus question de veto. Si le gouvernement RPR-UDF maintient, pour l'instant, son désaccord avec le préaccord sur le volet agricole du GATT, il vient d'accepter, le 8 juin, au cours de la réunion des ministres de l'agriculture des Douze, à Luxembourg, celui sur les oléagineux. Au grand dam des organisations agricoles, dupées et prêtes à agir face à un retournement aussi cynique que celui effectué par le même gouvernement sur la Bosnie, où, là encore, après les fanfaronnades électorales, le ministre des Affaires étrangères adopte un profil plus que bas sur une éventuelle intervention militaire dans ce pays meurtri.

Pour faire passer la pilule aux agriculteurs, Edouard Balladur a essayé de préparer le terrain. Le 7 mai, il débloquait 1,5 milliard de francs en leur faveur. A Bruxelles, le 27 mai, les ajustements de la PAC adoptés par les ministres de l'agriculture des Douze, qui répondent en partie aux demandes françaises (augmentation de 27% de la prime d'indemnisation de la jachère, autorisation de cultiver des bettraves pour fabriquer de l'éthanol sur les terres gelées, quota laitier supplémentaire de 141.000 t pour les zones de montagne) pouvaient aussi contribuer, espérait-il, à faciliter l'acceptation de la signature de l'accord par la France.

Les organisations agricoles -CNJA, Coordination rurale et Confédération paysanne- ont fortement réagi à ce qu'elles considèrent comme "une trahison". "Où sont les engagements de la campagne électorale, où l'opposition d'alors jugeait trop faible la position du gouvernement sur le dossier des oléagineux et demandait un veto immédiat ?", s'interroge le CNJA. D'ores et déjà, des actions d'envergure sont menées. Curieusement (?), la FNSEA tente de calmer le jeu...

Martin Malvy, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, relève, lui, "qu'une fois de plus, le gouvernement agit à contre-courant de ses engagements les plus formels" et dénonce un coup dur porté à l'agriculture française. Un tel reniement, il est vrai, ne grandit pas ceux qui s'y livrent.

En sera-t-il de même pour la conclusion globale du GATT ? Le mémorandum français présenté le 14 mai dernier (et que le premier ministre doit développer le 10 juin devant la commission européenne) n'apporte rien de nouveau sur la position française sur ce dossier, qui compte, outre l'agriculture, quatorze autres secteurs, dont certains nouveaux comme les services, la propriété intellectuelle ou l'accès aux marchés. C'est sur ce dernier point que les discussions se sont développées lors d'une réunion quadripartite (CE, Etats-Unis, Japon et Canada), à Paris, le 2 juin. Certains parlent désormais d'un possible accord sur l'ensemble des négociations de "l'Uruguay round" avant le 15 décembre 1993.

Si on ne peut en attendre de miracle, en matière de relance, un accord multilatéral global et équilibré, donc réciproque, aurait un impact psychologique certain, alors que l'économie mondiale s'enfonce dans la récession. Bien des obstacles restent à lever cependant pour y parvenir.

Ghislaine Toutain



n°191 du 11 juin 1993 Vendredi

post-scriptum



PIERRE BROUE
"Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline"



Le père et le fils avaient, l'un et l'autre, choisi librement le même nom de Lev Sedov. Le père et le fils moururent, à deux ans d'intervalle, l'un et l'autre des mains des tueurs dépêchés par Staline : le fils d'abord, pour mieux toucher le père.
Il s'agissait aussi de se débarrasser de celui -le "fiston"- qui avait organisé le "travail russe" au sein de l'organisation trotskyste et fut au centre des accusations des procès de Moscou. Pierre Broué, historien de Trotsky, met en lumière la figure de son fils et réunit les deux hommes dans le même panthéon.
Editions ouvrières, 290 p., 125 F.

"Blasphèmes et libertés"



Globalement, la lutte contre le blasphème, qui se trouvait au centre des préoccupations des Eglises jusqu'à l'entre-deux-guerres, a perdu beaucoup de sa vigueur. Du moins en Europe, car l'affaire Salman Rushdie est un retentissant contre-exemple. Mais il ne manque pas de groupes qui demandent la réactivation (Angleterre, Allemagne) ou le rétablissement (France, Belgique) de la législation antiblasphème.
La démarche n'est pas innocente. Pour les auteurs de ce livre collectif, l'acceptation du blasphème est une bonne pierre de touche de nos réflexes fondamentaux en matière de libertés.
Cerf, 148 p., 88 F.

"Organisations internationales à vocation universelle"



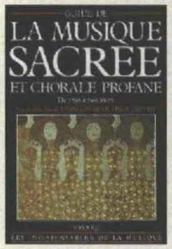
Naguère, les nations ne se rejoignaient que lorsqu'un intérêt commun circonstanciel les y appelait. Rarement et ponctuellement (par exemple, la Commission centrale pour la navigation du Rhin ou l'Union postale universelle).
Aujourd'hui, la coopération internationale s'impose à tous les Etats. Dans un nombre de secteurs rapidement croissant. Et, généralement, sous l'égide de l'ONU. Voici le tableau des organisations œuvrant dans divers domaines techniques : structure, activités et historique.
Documentation française, 150 p., 75 F.

ALAIN RIOU
"Le Droit de la culture et le droit à la culture"



Le droit à l'accès à la culture est consacré par le préambule de la Constitution de 1958. Mais le droit de la culture, lui, est en cours d'élaboration : au fur et à mesure que se développent les activités culturelles, des règles de fond sont progressivement posées et reconnues. Quatre secteurs sont couverts par ce nouveau domaine du droit : le droit patrimonial de la culture, le droit de la création et de la formation culturelle, le mécenat et la propriété littéraire et artistique. Mise en évidence de l'existence de ce droit et de son contenu par Alain Riou, juriste du ministère de la Culture. Premier ouvrage sur ce thème.
ESF, 234 p., 155 F.

FRANÇOIS-RENE TRANCHEFORT
"Guide de la musique sacrée", t. 2



In extenso, le titre de cet ouvrage, qui va de 1750 à nos jours, est "Guide de la musique sacrée et chorale profane". De fait, bien moins souvent que pour le tome précédent, lequel s'arrêtait au milieu du XVIIIe siècle, la musique chorale, depuis Haydn jusqu'à Luciano Berio, prend une forme religieuse (thèmes, écriture, réalisation, destination).
180 compositeurs sont ici répertoriés, 1.500 de leurs œuvres analysées : style, date et circonstances de la composition, création, contenu, dispositif musical, durée, etc.
Fayard-Indispensables de la musique, 1.186 p., 180 F.



ITZHAK PERLMAN



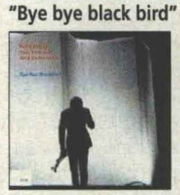
Grand et beau disque d'une cohérence accomplie. Itzhak Perlman, un des tout premiers violonistes contemporains, interprète la musique imprégnée de la sensibilité juive, où il excelle parfaitement.
Le voici dans deux concertos pour violon de deux compositeurs chassés de leurs pays par les lois antisémites des années 30 : Mario Castelnuovo-Tedesco, exilé d'Italie aux Etats-Unis, et Paul Ben Haïm, venu en Palestine pour échapper à Hitler. Musique forte, rythmée, inspirée, avec Perlman complètement engagé. Accompagnement intense de l'Orchestre philharmonique d'Israël, dirigé par Zubin Mehta. Recommandé.
EMI, 754296, 50' 34", env. 135 F.

NELLIE MELBA



La Melba qui a travaillé "Aïda" et "Otello" avec Verdi, "Paillasse" avec Leoncavallo et "La Bohême" avec Puccini, chante Aïda, Desdémone, Nedda et Mimi sur compact. Reports miraculeux de ces enregistrements de 1907 à 1913 qu'elle a racontés dans ses "Mémoires" : la chanteuse enfermée dans un caisson de bois et placée au millimètre près devant un entonnoir à sons. Derrière la boîte : le piano ou l'orchestre et les techniciens...
Pureté intégrale de la voix, amplitude inégalée -du si bémol en-dessous de la clef jusqu'au fa aigu !- une carrière internationale de quarante ans. Une page d'histoire de la musique.
RCA Victor/Gold Seal, 61412, 73' 13", 125 F.

KEITH JARRETT TRIO
"Bye bye black bird"



Il est des hommages vibrants, des adieux déchirants. Le 29 septembre 1991, Keith, Jack et Gary disaient simplement, pudiquement, au revoir et merci à Miles.
Miles Davis qui, longtemps, courtisa Keith Jarrett pour qu'il vienne jouer dans son groupe, aurait certainement apprécié cette révérence de trois de ses plus fidèles partenaires. Tristesse contenue, mais jeu sans retenue de ce trio à la mémoire, en souvenir de tous les moments divins que Miles Davis nous fit vivre.
ECM/Polygram 1476, 67' 57", env. 130 F.

SYLVAIN LUC
"Piaia"



Sylvain Luc est un jeune guitariste basque dont le travail, dans l'ombre de ses aînés, Richard Galliano, Eric Le Lann, Sylvain Marc, Louis Winsberg, a engendré un grand musicien.
Pour preuve, "Piaia" (voyage, en basque) qui révèle son grand talent et une immense sensibilité. Exercice solo, à la guitare acoustique le plus souvent, et toujours en improvisation. Ce genre de figure qui, bien souvent, lasse, est ici d'une subtilité rare, d'une spontanéité enthousiasmante, d'une sincérité admirable. Le disque léger d'un musicien profondément inspiré.
Transat/OMD, 61' 07", env. 130 F.

CINEMA

"L'Odeur de la papaye verte"

Mûre, c'est un fruit doux et sucré. Verte, elle est servie comme légume et parvient à l'homme dans une assiette. Mais c'est la femme qui l'a cueillie, lavée et épluchée. A Tran Anh Hung, jeune metteur en scène né au Viêt-nam, son odeur évoque des souvenirs d'enfance, lui qui a quitté le pays à 12 ans.
Son héroïne, Mùi, petite paysanne de dix ans, est placée dans une famille vivant du commerce des tissus. Nous sommes dans les années 50 et l'action se déroule à Saïgon. Les Français sont encore présents, mais Hung a choisi de ne pas les montrer et même de ne pas parler de la guerre. D'autres films l'ont fait, et ce n'est pas son propos. Ce qu'il veut, c'est peindre la vie quotidienne et la condition de la femme vietnamienne. Les travaux quotidiens sont filmés avec minutie. Hung a su mettre en valeur les gestes ménagers et les mouvements du corps, qui sont traités comme une véritable chorégraphie.
Malgré plusieurs voyages de repérage à Saïgon, il a dû tourner en studio, à Bry-sur-Marne. Toute la distribution, constituée de non-professionnels, a donc été recrutée en France. Son succès au Festival de Cannes, où il a reçu la Caméra d'or et le prix de la Jeunesse, lui vaut d'être le premier film tourné en langue vietnamienne susceptible d'avoir une grande diffusion dans le public.

Le prix de la Jeunesse a été attribué ex aequo à un autre film : "Moi Ivan, toi Abraham". Autre lieu, autre langue, c'est un portrait, en noir et blanc, de deux enfants, l'un juif, l'autre non, dans la Pologne des années 30, d'avant l'holocauste. Ce film redonne vie, avec une simplicité magnifique, à un peuple et à sa langue, le yiddish, rayés de la carte par la barbarie nazie. A ne pas manquer.

C.P.



▼ *Mui à dix ans (Lu Man San)..*

PAGE CULTURE ETABLIE PAR
Jacques Garat (livres - classique) avec
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

JACQUES ROBIN

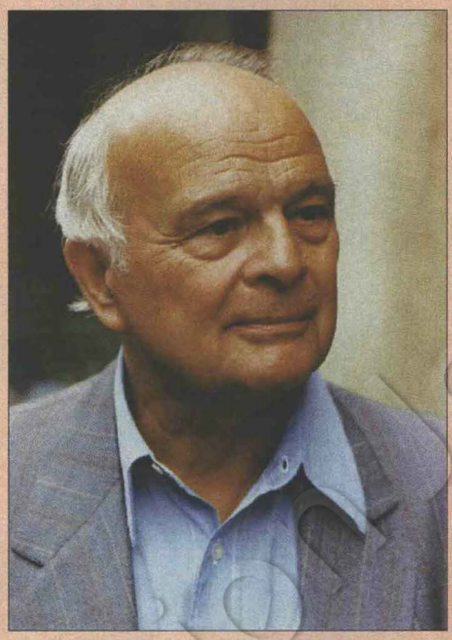
L'informatisation généralisée de la société est en train d'exclure l'homme du travail. Aucune croissance ne mettra fin au chômage, analyse Jacques Robin (1), directeur de "Transversales science/culture". Il explique cette semaine pourquoi le nombre d'hommes au travail diminue inéluctablement.

Plus de trois millions de chômeurs en France, vingt-trois prévus dans la Communauté européenne en 1994, trente millions de nouveaux pauvres aux Etats-Unis. Que se passe-t-il donc dans les pays industrialisés ?

Un phénomène tout à fait considérable, exceptionnel, que ni les responsables politiques, ni les responsables syndicaux, ni les industriels, ni les économistes, ni les penseurs ne veulent voir : une vraie mutation dont on peut fixer la date d'apparition à 1942. Un seuil aussi important que le passage du paléolithique au néolithique, au moment où l'humanité, nomade, qui vivait depuis des millénaires de chasse et de pêche, a commencé à découvrir l'agriculture, l'élevage, et s'est sédentarisée. Jusqu'en 1942, on ne connaissait que deux caractéristiques de la matière : la masse et l'énergie. Depuis le néolithique, l'homme a utilisé des sources de plus en plus importantes d'énergie, l'énergie humaine, le vent, la pluie, les énergies fossiles, le nucléaire... pour transformer la matière avec des moyens de plus en plus puissants. On sait à quels extraordinaires progrès, à quel niveau de vie exceptionnel, l'Occident était ainsi arrivé au milieu du XXe siècle par rapport au siècle précédent. En 1942 intervient une découverte majeure : les ingénieurs de la Bell Corporation, travaillant sur les communications militaires, découvrent une nouvelle grandeur observable, le bit, l'information qu'on peut saisir, stocker, réutiliser pour en faire des processus de commande. Au même moment, on découvre que le vivant se reproduit avec de l'information, le code génétique. A partir de 1970 explosent des technologies radicalement nouvelles. Depuis, on en est à la cinquième génération d'ordinateurs, avec des possibilités qui ne sont rien par rapport à ce qui va venir. Les télécommunications inondent la planète de moyens de communication immédiats. Les biotechnologies ont complètement transformé l'agriculture : reproduction par clonage, sélection des semences -des hectares, qui produisaient 30 quintaux de maïs, en produisent 120- tomates cultivées sans terre, transferts d'embryon... En quelques années, les paysans seront passés, en France, de 3,5 millions à 300.000. Enfin, les biotechnologies agissent sur la reproduction de l'homme lui-même.

Est-ce à cette mutation qu'on doit attribuer la montée du chômage au milieu des années 70 ?

Absolument. Mais les experts d'alors attribuent la "crise" au choc pétrolier. Les nouvelles technologies ont des répercussions



-1-

L'inéluctable diminution du travail

La croissance ne peut qu'accélérer le remplacement de l'homme par la machine informatisée.

considérables sur la vie sociale. Dès 1975, elles ont commencé à exclure l'homme du processus de production, de manière irrémédiable. A partir de 1975-80, dans tous les pays occidentaux, le chômage grandit. Certains s'adaptèrent un peu mieux mais, partout, le même phénomène se produisit. On nous raconte que le Japon a 2,7% de chômeurs. En vérité, le taux de chômage est le même que dans les pays européens. Simplement, les femmes sont quasiment interdites de travail. Parler de modèle japonais n'est pas très sérieux.

Une reprise de la croissance serait-elle susceptible de recréer des emplois ?

Non. Pire, plus il y aura de croissance, plus il y aura d'exclus. En trente ans, dans les pays occidentaux, la durée du travail a diminué d'un tiers pendant que la production a plus que doublé. La croissance ne peut qu'accélérer le remplacement de l'homme par la machine informatisée. Depuis 1990, une deuxième génération de nouvelles technologies transforme les méthodes d'organisation du travail. Banques de données, ordinateurs commandent la conception et la production, cartes à puce, fax... accomplissent désormais toute une série de travaux jusqu'alors faits par des hommes. Après les paysans, les ouvriers, les petits agents de maîtrise, les cadres sont à leur tour expulsés de l'emploi. Prenons l'exemple d'un grand groupe pharmaceutique. Il y a quatre ans, trois cent soixante-quinze personnes travaillaient à la direction commerciale et de la recherche. Aujourd'hui, le service emploie soixante-quinze salariés. Il en va de même partout. Renault a fait, l'année dernière, autour de sept milliards de bénéfices. La direction, prise dans l'hypercompétitivité, ne peut que transformer ces milliards en investissements de robotique, de logiciels de commande... parce qu'elle doit, dans deux ans, être capable de fabriquer en quatorze jours la voiture qu'elle fabrique aujourd'hui en dix-neuf si elle veut rester concurrentielle face aux Japonais. Résultat, Renault va faire des voitures non seulement en quatorze jours, mais avec beaucoup moins d'ouvriers. Tout joue dans le même sens. Nul besoin d'être Cassandre pour prévoir qu'il y aura quatre millions de chômeurs l'année prochaine et cinq en 1995.

Depuis 1982, tout le monde dit que la croissance est pour l'an prochain, qu'elle fera diminuer le chômage. Regardez toutes les campagnes sur les taux d'intérêt allemands qui vont baisser et faire tout redémarrer... Présenter la mutation en cours comme une troisième révolution industrielle est aussi absurde que si des biologistes continuaient à travailler en ignorant le code génétique. C'est incroyable ! Pourtant, c'est ce que font la plupart des économistes.

Nous sommes dans la même situation que quand, en 1943, des gens venaient dire à Churchill, Roosevelt, de Gaulle : "Vous savez, il y a des camps en Allemagne où on liquide les gens par milliers." Et où personne ne les croyait. On ne veut pas voir la réalité. La difficulté à faire ouvrir les yeux aux gens est incroyable !

Propos recueillis par
Bernard Chaouat et Patricia Jaffray

(1) Directeur, pendant quinze ans, d'un grand groupe pharmaceutique français, Jacques Robin est également l'auteur de "Changer d'ère", Seuil.

L'Europe en éclaireurs.



COMPAGNIE CORPORATE

Avec notre réseau

interconnecté,

nous sommes pionniers

de la construction européenne.

De concertations en

coopérations, pour nous,

l'Europe est déjà une réalité.

EDF
Electricité de France

Coll. Fondation Jean-Jaurès